

Les Ateliers nantais de la médiation culturelle

Renouveler les approches, partager les pratiques, fédérer les acteurs

Rencontre #1

« La médiation au cœur des projets culturels ? »

Synthèse des échanges

Mardi 13 novembre 2018 | Maison des Confluences de Nantes

Les Ateliers nantais de la médiation culturelle

Renouveler les approches, partager les pratiques, fédérer les acteurs

Rencontre #1

« La médiation au cœur des projets culturels ? »

La médiation est au cœur des enjeux qui sous-tendent les réflexions actuelles dans le champ culturel. Qu'il s'agisse d'approfondir la démocratisation de la culture et l'élargissement des publics, de développer l'éducation artistique et culturelle, de reconnaître les droits culturels des personnes, d'accompagner la diversité des formes de participation des habitants, de prendre en compte les mutations liées au numérique ou encore de repenser les liens entre projets artistiques et action culturelle, ce sont bien les approches et les pratiques de la médiation qui - entre autres - sont questionnées.

Pourtant, le métier de médiateur.trice culturel.le demeure mal (re)connu. Recouvrant des réalités multiples et variées, il est peu visible et insuffisamment valorisé, tandis que les questionnements autour de ses évolutions apparaissent somme toute assez peu dans le débat public.

En initiant les Ateliers nantais de la médiation culturelle, la Ville de Nantes entend ouvrir un espace privilégié pour faciliter l'interconnaissance des acteurs, mettre en partage les pratiques et les expériences et nourrir une réflexion partagée sur le sens, les enjeux et les évolutions de la médiation.

Cette première rencontre, conçue et organisée par la Ville de Nantes en partenariat avec l'Observatoire des politiques culturelles et soutenue par la DRAC des Pays de la Loire, a rassemblé plus de 130 participant-e-s, pour deux tiers issus du champ artistique et culturel, pour un tiers issus d'autres champs (développement local, social, éducatif, éducation populaire...), ainsi que quelques habitants.

Visant à la fois l'approfondissement d'une réflexion collective et le partage des expériences, elle a comporté des temps d'échanges en plénière et des études de cas pratiques en ateliers. Cette journée de travail a inauguré une dynamique appelée à se prolonger et, dans cette perspective, le présent document met en avant :

- les thématiques à approfondir ultérieurement, repérées par le pictogramme :
- les éléments étant de nature à nourrir la boîte à outils mise en place par la Ville, indiqués par le pictogramme :
- les propositions, idées, préconisations émises au fil des échanges, mises en exergue par le pictogramme :



Rappel du programme de la journée

9h	Ouverture
	9h Accueil
	9h30 Paroles d'ouverture
	David Martineau , adjoint au maire chargé de la culture
	Nicole Phoyu-Yedid , directrice régionale des affaires culturelles, DRAC Pays de la Loire
	10h Discussions introductives
	<i>Appréhender les enjeux de la médiation culturelle</i>
	avec Francesca Poloniato-Maugein , directrice, Le Merlan - scène nationale de Marseille
	et Camille Jutant , maître de conférences en Sciences de l'information et de la communication, Laboratoire ELICO, Université Lyon 2
	Animation : Jean-Pierre Saez et Baptiste Fuchs , Observatoire des politiques culturelles
10h45	

11h	Etudes de cas en ateliers (voir détails ci-après)
	Les "cas pratiques", repérés par un appel à contribution auprès de structures de différents domaines, visent à identifier une problématique et la réponse apportée par le médiateur.trice culturel.le afin d'engager une discussion croisée autour des enjeux avec l'ensemble des participants de l'atelier.
	Atelier 1 : L'artiste et la médiation
12h45	Atelier 2 : Numérique et renouvellement des enjeux, des approches et des pratiques de la médiation
Déjeuner	Atelier 3 : La place de la médiation dans l'élaboration et la gouvernance des projets
	Atelier 4 : Médiation et participation des habitants
14h	Atelier 5 : Médiation et jeunesse
	Atelier 6 : Jumelages, coopérations entre les structures culturelles et les acteurs implantés dans les quartiers
15h45	

16h	Synthèse
	Mise en commun des échanges en ateliers
	Echanges croisés
17h30	Clôture David Martineau , adjoint au maire chargé de la culture

Ouverture de la rencontre

Les paradoxes de la médiation culturelle

Par **Jean-Pierre Saez**, directeur de l'Observatoire des politiques culturelles

A-t-il jamais existé une formule magique, une sorte de Graal conceptuel pour résoudre l'équation entre démocratie et culture ? La médiation culturelle, au croisement de ces enjeux, reste bien difficile à définir, et n'est pas totalement satisfaisante sur le plan théorique. Pourtant, entre paradoxes et malentendus, elle se pratique. Chacun en assume sa part, et ceux qui en font leur métier en connaissent les exigences.

Le thème de la médiation s'invite explicitement dans les politiques culturelles dès le début des années 80, au moment où celles-ci connaissent le formidable essor que l'on sait. Il se présente à travers l'espace des musées et de l'art contemporain comme une problématique de laboratoire. Des groupes de travail où se retrouvent des acteurs œuvrant entre éducation populaire et culture planchent alors sur le sujet, en lien avec le Centre Georges Pompidou ouvert quelques années plus tôt. La médiation se fraie une place dans le débat culturel alors que la fin de la décennie précédente a vu les tenants de l'action culturelle marginalisés dans le système des politiques culturelles. Serait-elle le paravent d'un retour de l'éducation populaire ?

Immédiatement, le sujet partage les professionnels des arts et de la culture. Ses opposants considèrent qu'il n'est pas nécessaire d'introduire un tiers, un intermédiaire entre l'œuvre et le public. Ils se demandent d'autre part quel conflit il faudrait traiter entre l'une et l'autre pour devoir recourir à une « médiation ». L'esprit malrucien est encore très présent.

Pourtant, le médiateur est supposé être neutre en toute situation. Mais ce principe ne suffit pas à lever les craintes. Ce que l'on nomme médiation culturelle n'est pas assis sur des bases conceptuelles solides. L'intercession dont il est question ne risque-t-elle pas de verser dans le pédagogisme, l'imposition d'un point de vue qui ne laisserait pas chacun construire sa propre interprétation ? Surtout, l'époque est encore optimiste quant à un développement mécanique des publics et de la démocratisation culturelle. Alors, des médiateurs pour quoi faire ?

La conjonction de l'approfondissement de la crise économique et sociale avec celle de la démocratisation de la culture vont changer partiellement la donne au tournant des années 80 - 90. Si les publics de la culture augmentent sensiblement en raison d'un élargissement de l'offre culturelle sur l'ensemble du territoire, leur composition sociologique, elle, ne bouge qu'à la marge. Les débats de l'époque insistent sur la crise du lien social et témoignent d'une préoccupation plus vive en matière de diversité culturelle. L'ouvrage d'Élisabeth Caillet et d'Évelyne Lehalle publié en 1995 popularise plus largement l'impératif de la médiation culturelle. C'est aussi l'année d'une campagne présidentielle qui ramasse les difficultés de la société française sous l'expression de « fracture sociale ».

Si le mot médiation n'apparaît pas dans la Charte des missions de service public pour le spectacle vivant promue par Catherine Trautmann en 1998, l'esprit en est présent à travers l'idée d'approfondir les politiques de démocratisation

et de participation. Catherine Tasca s'approprié la notion en 2001 pour annoncer le plan qu'elle prépare avec Jack Lang sur l'éducation artistique et culturelle qui vise, selon ses propres termes, à « renforcer les médiations culturelles ». C'est aussi l'époque où fleurissent les emplois-jeunes incarnés par une génération de médiateurs qui aura bien du mal à s'ancrer dans le marché de l'emploi.

Tandis que la « lutte des classes » dans la théorie de la médiation s'apaise plus ou moins, des formations professionnalisantes (licence, masters) se démultiplient dans les universités et les écoles supérieures après la réforme de l'enseignement supérieur de 2004. En réalité, elles préparent à des métiers fort variés, de la communication aux relations publiques et à l'action culturelle. Tout en confirmant implicitement le flou de la notion, ces formations font en partie écho à une recherche de stratégies multiples pour accompagner non plus seulement le développement des publics par l'offre mais la participation des habitants à la vie culturelle. Alors qu'une profession s'installe dans le paysage culturel, sa reconnaissance, elle, se heurte à des difficultés tant symboliques que statutaires ou managériales.

À qui s'adresse la médiation culturelle ? À tous en principe, mais il s'agit en priorité d'être plus attentifs aux jeunes publics ainsi qu'aux publics éloignés, tout en veillant à ne pas succomber à une approche condescendante consistant à apporter la culture à des personnes qui en seraient dépourvues. Comment susciter – avec la subtilité requise – une interprétation de l'œuvre plutôt qu'enseigner ou expliquer ? Entre les deux postures, la frontière peut être ténue. Comment laisser à chacun sa part de souveraineté, le libre cours de son imaginaire dans son rapport à l'art tout en l'éclairant d'éléments utiles ? Comment ne pas reconnaître à chacun une faculté médiatrice avec tout autre ? Nul doute que les professionnels de la médiation sont bien conscients de la complexité de ce questionnement, de la place singulière qui est la

leur sur l'échiquier des politiques culturelles et de la nécessité d'inventer des formes toujours plus agiles de médiation. Les droits culturels font également bouger la réflexion sur le sujet en valorisant notamment la dimension de la contribution potentielle de chacun à la vie culturelle.

Les artistes ne sont pas en reste dans l'enrichissement du débat. Ils ne cessent de créer des situations qui déplacent la question de la médiation. On songe notamment aux arts de la rue qui, par nature, vont directement vers la population. D'autres formes et modes de production artistiques impliquent le public dans une position de participant actif, au point de l'amener à se dépasser en tant que public pour devenir sujet, acteur, co-auteur de l'œuvre. Dans ce type de démarche, comment concevoir une médiation pour une œuvre qui n'est pas encore écrite, qui ne saurait l'être que grâce à la complicité directe de l'artiste et du public ? De fait, l'artiste endosse quelque part un rôle de médiateur entre une œuvre qui n'existe pas encore, mais dont il tient largement les ficelles, et un public qui en devient co-auteur. Pourtant, le médiateur professionnel n'est pas forcément absent de ce type d'action artistique. Il joue même fréquemment un rôle de facilitateur sans lequel de tels projets ne verraient pas le jour.

Cependant, d'autres situations appellent au contraire un travail approfondi avec la population pour accompagner la transmission et le partage culturel. Tout est question de contexte. Tout systématisme serait mal venu.

D'autres problématiques amènent l'idée de médiation culturelle dans des contrées nouvelles, celle de la culture numérique et celle très connexe des communs de la connaissance. En promouvant les relations de pair à pair, Internet tend à court-circuiter les médiations. Cependant, la fracture cognitive, plus insidieuse que la fracture numérique, n'appelle-t-elle pas l'invention de nouvelles médiations ? Quant aux communs, on constate qu'ils sont désormais

« dans l'air » de la société contemporaine. Ils correspondent à la fois à une aspiration et à un besoin. Leur fonction ? Désenclaver la culture par la conjonction des intelligences. **Il s'agit de faciliter l'agrégation des savoirs et des expertises en encourageant tout citoyen à devenir acteur de la construction d'une connaissance qui a vocation à devenir le patrimoine de tous.**

Dans le contexte des arts participatifs, des droits culturels, des communs et de l'ère numérique, la médiation ne cesse cependant de réinventer sa place. Elle demeure nécessaire parce que **ce que l'on nomme ici médiation n'est rien d'autre que le ferment d'une politique de la relation.**

Faire « avec » et non « pour »

Par **Francesca Poloniato-Maugein**, directrice, Le Merlan - scène nationale de Marseille

La médiation

Si je refuse le terme de *médiation* attaché au mot « culturelle », c'est certainement, pour une part du moins, que j'ai dû à de nombreuses reprises, dans ma première vie professionnelle d'éducatrice spécialisée, prendre en charge des médiations dans des contextes dramatiques et douloureux concernant des jeunes, des parents, des juges, des enseignants...

Mais ce rejet a d'autres raisons. Sollicitée pour introduire cette journée de réflexion, j'ai donc ouvert le Dictionnaire historique de la langue française : médiation vient du latin « *mediare* » qui signifie « *être au milieu* ». D'abord synonyme de « *division* », il a pris au XVI^e siècle sa signification moderne d'« *entremise destinée à concilier des personnes, des partis* », en religion dans une relation entre l'homme et Dieu, puis surtout en droit et en diplomatie. Par extension, il s'applique au fait de servir d'intermédiaire dans des emplois didactiques... Ce qui me froisse, me choque, dans la médiation culturelle, c'est que sous ces airs généraux, voire généreux, et finalement quelque peu fourre-tout, se tapit ce que Jean-Pierre Saez pointe comme un écueil dangereux, soit « *une approche condescendante consistant à apporter la culture à des personnes qui en seraient dépourvues* »... Je vois bien, dans les propositions de réflexions de ce colloque, que cette approche n'est pas de mise. Néanmoins, les mots sont porteurs de sens. Je ne pense pas que, dans les années 80 ou 90, dans le cadre de la démocratisation culturelle, la substitution de *médiation culturelle* à *animation culturelle*, *action culturelle*, voire *éducation populaire*, soit le fait « du hasard et de la nécessité ». On a, en effet, vu, en même temps qu'une formidable explosion culturelle, le développement des

industries dites culturelles, du *mainstream* et de la médiation. En bref, j'utilise probablement ce que la doxa - mais pas moi - nomme « *médiation culturelle* ». Mais je préfère, au moment où les droits culturels de chacun sont enfin reconnus, citant encore Jean-Pierre Saez, dire que « ce que l'on nomme ici médiation n'est rien d'autre que le ferment d'une politique de la relation ». « Relation », c'est bien cela mon engagement !

Etre et faire avec

Ce qui m'intéresse, me passionne, me fait vivre, c'est notre présent et notre futur, celui à construire ensemble. Je ne travaille pas *pour* mon projet, *pour* le théâtre du Merlan, *pour* les artistes, les spectateurs ou *pour* les institutions qui me donnent les moyens, mais *avec* :

- *avec* une équipe autour de moi, passionnée, dynamique, inventive,
- *avec* les habitants de Marseille pour qui ce théâtre est leur maison, *avec* les établissements scolaires ou éducatifs, la bibliothèque, avec lesquels nous menons des aventures artistiques,
- *avec* les associations et tous les groupes qui œuvrent dans l'ombre, avec acharnement, à aider, à accompagner,
- *avec* les entreprises, les fondations qui nous suivent et nous comprennent,
- *avec* les institutions qui sont nos partenaires avec qui nous dialoguons, réfléchissons, construisons,
- et par-dessus tout, *avec* les artistes, ces poètes dont la présence, le geste, la parole, le souffle, sont indispensables et nécessaires.

Des exemples ?

Nos forêts intérieures

Cette création, sur quatre saisons, menée par l'auteure et metteuse en scène Céline Schnepf, s'est construite par étape, en puzzle, autour de la thématique de la nature. Au départ les enfants des crèches, des écoles maternelles, des centres sociaux, puis très vite des collégiens, des lycéens, et des étudiants en design, ont construit des « boîtes à forêts » avec toutes sortes de matériaux. Aujourd'hui, nous sommes assaillis de demandes de participer. Ces boîtes font l'objet, à chaque étape, dans un centre social, une école, la bibliothèque, d'une présentation sous forme d'exposition et de la création d'un spectacle, de Céline Schnepf, hors lieu théâtral donc. Ce projet artistique et culturel, générateur de cohésion et de liens sociaux, a été monté dans une démarche pluri-partenaire et co-construite avec pour résultat une coopération de 25 associations et établissements scolaires, culturels et sociaux, et une dynamique de développement local du territoire permettant une implication des entreprises et des bailleurs sociaux qui financent le projet avec Le Merlan, la Ville de Marseille, la Fondation Carasso.

Ce projet permet :

- de donner l'envie aux habitants de venir au théâtre,
- de favoriser la venue et l'accueil au théâtre des tout petits en lien avec leurs parents,
- d'inciter les habitants à participer à la vie de leur quartier et de la collectivité,
- de donner une belle image des quartiers nord,
- de lutter contre l'illettrisme par la rencontre avec un langage artistique,
- de poétiser l'espace urbain pour permettre aux habitants de se le réapproprier,
- de développer un imaginaire commun.

Pas de recette, pas de modèle. Une méthode : regarder, écouter, ce qui signifie interroger et

s'interroger régulièrement, non pour remettre en cause ce qui vient d'être fait mais pour rester pertinent dans notre future réponse à nos missions. Et, en cohérence, cela suppose une grande transversalité avec l'équipe, afin que chacun se sente concerné, en prise avec le projet, et responsable, c'est-à-dire apte à décider, à engager le théâtre et à m'en informer ensuite.

Gouvernance

À travers la présence d'une « Bande d'artistes », ce sont des parcours de création et de véritables complicités au long cours qui s'inventent, où curieux et professionnels peuvent être associés à toutes les étapes d'une création, des premiers pas jusqu'à la diffusion. Chevillées au service du développement territorial, différentes modalités de mise en partage sont inventées. L'organisation de ces étapes de travail garde souplesse et réactivité et nécessite de penser une communication particulière.

Ces croisements sont un enjeu, tant pour fédérer l'équipe et ses différents services autour d'un projet commun, que pour associer étroitement un territoire à un laboratoire de création, ou encore, pour consolider l'ancrage et la visibilité du projet de fabrique de la Scène nationale.

Je réaffirme donc mon attachement à un management horizontal qui, à mon sens, a deux vertus essentielles à la conduite du projet transversal et pluridisciplinaire de la Scène nationale :

- l'autonomie de chacun sur son poste de travail,
- le partage et la solidarité entre les postes.

Ceux qui sont en charge des relations, que vous appellerez les médiateurs, sont, chacun, référent des artistes engagés dans le projet.

En bref, ne plus penser, concevoir, animer pour mais avec. C'est pour moi le sens d'un théâtre public qui s'est partiellement égaré et qui doit **retrouver (ou trouver) le chemin de la citoyenneté multiple**. Sans cela, je ne vois pas comment les théâtres resteront dans le giron

du service public. D'ailleurs, nous voyons de plus en plus d'exemples de théâtres confiés dans le cadre de DSP à des sociétés, tout à fait capables

de diffuser les œuvres, de faire de la médiation et de remplir les salles.

Médiation : pourquoi le terme est-il sujet à fâcherie ?

Par **Camille Jutant**, maître de conférences en sciences de l'information et de la communication,
Laboratoire ELICO, Université Lumière Lyon 2

Le terme de médiation culturelle renvoie à un **paradoxe** : d'un côté, on observe une banalisation du terme, une banalisation qui peut être interprétée comme une injonction à l'utiliser dès qu'il s'agit de la chose culturelle et de sa « réception » ; de l'autre, on doit reconnaître que le terme recouvre des réalités et des pratiques très hétérogènes. Pour le dire différemment et plus précisément, il désigne **des répertoires d'action différents** :

- des pratiques d'accueil et de mise en relation entre les objets et savoirs culturels et les destinataires de l'action culturelle,
- la professionnalisation de ces pratiques,
- le discours politique sur ces actions,
- et enfin une ambition théorique de penser la communication.

C'est certainement l'une des raisons pour lesquelles le terme fâche autant. Je retiendrais trois autres raisons qui peuvent expliquer cette fâcherie.

D'une part, le terme renvoie à une certaine conception de l'art, et au fait que l'art ne serait pas lui-même médiateur. Cette définition de l'art comme autonome (l'art pour l'art) appelle en effet l'idée qu'il faudrait, pour que l'art soit appréhendé, saisi, re-socialisé, une médiation spécifique qui le relie aux individus¹. Cette conception de l'art, de la culture, de leurs effets et de la relation possible aux publics est un enjeu

important et on voit bien ici comment certains peuvent opposer au principe de médiation que l'art est au contraire plongé dans le social et l'a toujours été.

D'autre part, dans le prolongement de cette idée d'une séparation entre monde de la création et monde des publics, il faut bien reconnaître que cette séparation a notamment été pensée en termes de manque². Le médiateur est celui qui doit combler un écart, pensé comme un manque chez les publics. On retrouve ici le modèle, néanmoins débattu, de la vulgarisation scientifique et du troisième homme. Le savant explique au non-sachant ou fait le lien entre savoir et non-sachant. La nature de la relation entre médiateur et publics est alors de l'ordre de l'apprentissage et de l'éducation. Or, ce modèle est récusé, peut-être parfois à tort, par les professionnels du champ de la médiation et de l'accueil des publics. Mais ce qui semble plus complexe encore tient au fait que parler de manque et insister sur le manque, masque en réalité une autre façon de voir les différences, comme des conflits, des désaccords, des positions sociales et culturelles différentes. Cet effet de lissage est très bien décrit par Marie-Christine Bordeaux³ et Cosmina Ghebur⁴.

¹ Voir à ce titre le texte de Bernard Darras « Etude des conceptions de la culture et de la médiation », *MEI (Médiation et information)*, n° 19, 2004.

² Cf. Bernadette Dufrêne, Michèle Gellereau, « La médiation culturelle. Enjeux professionnels et politiques », *Hermès*, n°38 « Les sciences de l'information et de la communication », 2004, p.199-206 (article disponible dans le dossier documentaire de la rencontre).

³ Cf. Marie-Christine Bordeaux, « La médiation culturelle. Des dispositifs et des modèles toujours en tension », *L'Observatoire*, n°51, 2018, p.5-8 (article disponible dans le dossier documentaire de la rencontre).

⁴ Cosmina Ghebur, « C'est pas pour nous normalement », revue *Tumultes*, 2013.

Enfin, la troisième raison que je voudrais évoquer concerne les effets de la professionnalisation de ce secteur dans les années 90. Le médiateur du livre en 1996, le médiateur au musée en 1997, les emplois jeunes sont portés politiquement au moment où des formations commencent à voir le jour et proposent de former aux métiers de la médiation. Ces formations ont des programmes qui couvrent des thématiques très larges ; une diversité de métiers se dessine derrière ces formations et « floute » considérablement la réalité professionnelle de la médiation. Les emplois-jeunes (souvent sous-qualifiés par rapport au niveau de formation effectif des personnes employées) ont parfois eu pour effet de discréditer la fonction. Dans le temps-même où la médiation se « technicise » (on apprend des techniques spécifiques de médiation), le métier se dépolitise. Il se détache définitivement de l'éducation populaire et des idéologies de démocratie culturelle pour qualifier un champ de relations entre publics et équipements culturels souhaitant offrir un service. Le glissement sémantique qu'on observe, (le Médiateur de la République devient le Défenseur des droits), n'est pas anodin quant aux représentations de ces relations.

Et pourtant, le terme de médiation est très intéressant pour toutes ces raisons qui rappellent justement qu'il est intimement lié à nos idéologies politiques et à nos représentations de ce qui fait culture et de ce qui fait société.

Mais le terme est également intéressant parce qu'il traite de relations, de places et de pouvoir. Si on observe la façon dont les sciences sociales et notamment les sciences de l'information et la communication pensent la notion de médiation, il semble qu'une réflexion pourrait s'engager sur cette définition de rôle, de places et de relations.

Le modèle de la médiation vient en fait s'opposer à deux théories de la communication développées en sciences de l'information et de la

communication à partir de la seconde moitié du XX^e siècle. La première relève du modèle linéaire et techniciste inspiré du télégraphe⁵. C'est la diffusion, la transmission d'un message d'un point A vers un point B. En 1948, au sortir de la seconde guerre mondiale, Shannon, ingénieur de la compagnie de téléphone Bell, publie une théorie mathématique de la communication. C'est la première utopie qui met en avant, non un contenu substantiel, mais une communication valorisée pour elle-même – c'est le premier modèle scientifique de la communication. On retrouve ce modèle dès qu'on parle d'accès ou de transmission, termes qui rappellent bien cette idée d'un fil linéaire où les informations doivent « passer » d'un endroit à un autre. Le modèle est critiqué, notamment en raison des multiples interprétations possibles d'un message et de l'absence, entre autres, de prise en compte du contexte de la relation.

Un autre modèle dans les années 60 vient s'opposer à ce modèle diffusionniste. C'est le modèle interactionniste, théorisé par Goffman⁶. Dans ce modèle, on regarde ce qui se joue entre les partenaires engagés dans une situation de communication. La communication est une situation sociale, les comportements ont des codes, les sujets mobilisent des ressources qui ont été acquises au sein de communautés, groupes. C'est la co-présence qui compte ici. La relation entre les sujets est plus importante que l'information qui circule entre les partenaires de l'échange. On retrouve bien sûr ce modèle dans les stratégies des équipements culturels : l'idée du face-à-face, l'idée d'être « au même niveau » sont celles qui guident « l'esthétique de la rencontre », métaphore souvent utilisée pour qualifier le contact entre l'œuvre et les publics. Serge Chaumier et François Mairesse montrent à

⁵ Voir la théorie de la communication des années 50.

⁶ Lire à ce titre *Mise en scène de la vie quotidienne* (1959) ou *Rites d'interaction* (1967).

quel point ce modèle est puissant tant il donne à la personne un statut honorable, tant il permet de mettre l'accent sur le développement de la personne. **Le médiateur est ici l'activateur, l'accoucheur de quelque chose qui était déjà présent chez l'individu.**

Le modèle de la médiation, tel qu'il est pensé à partir des années 90, permet en fait de changer le prisme et met l'accent sur la construction d'un dispositif, d'une situation de communication. Le choix d'une forme d'intelligibilité de l'œuvre, historiquement et culturellement située, permet d'offrir des interprétations, de mettre en évidence des bénéfices, etc. Ce qui compte, ce sont moins les éléments en présence que l'articulation de ces éléments dans un dispositif qui offre des prises, contraintes et ressources à la fois.

Alors pour conclure, je dirais que deux enjeux principaux se dégagent dans cette dernière piste. D'abord, celui de la connaissance des publics : quelles écoutes des besoins des publics ? Quelles présences ? Quelle réflexivité les structures culturelles sont-elles en mesure d'assumer ? **Comment mieux se connaître sans indicateurs quantitatifs mais avec une approche qualitative de l'expérience culturelle ?**

Le second enjeu pose la question de savoir **qui, dans l'organisation, assume la définition de cette relation aux publics et de ces choix ?** Quand et comment cette réflexion et cette connaissance mutuelles sont-elles mises en place ? **Comment peuvent-elles venir en amont des projets et des programmes des structures et non pas à la fin,** lorsqu'on découvre les chiffres de billetterie ?

Les questions des participants

Après les interventions d'ouverture, les participant-e-s ont été invité-e-s à échanger quelques minutes entre eux, en petits groupes, afin de mettre en commun leurs interrogations ou analyses et de faire apparaître des sujets à mettre en discussion avec les intervenants et l'ensemble des participants. Leurs questions ou remarques ont été consignées sur des post-its et collectées par les animateurs. Voici les enjeux et problématiques qui ont ainsi été abordés.

Définir la médiation et ses finalités

La médiation : où commence-t-elle ? Ou s'arrête-t-elle (par rapport à l'artiste, aux services de communication...)?

Moi je m'en fous que la salle soit pleine ou non : la médiation pour remplir les salles ?

Peut-on se passer de médiation ?

Pourquoi n'y aurait-il pas de médiation pour les sports alors qu'il y en a pour les arts ?

Dans quelle mesure la vie culturelle propre à chaque personne et indissociable de l'Homme aurait-elle besoin d'une médiation ?

La médiation culturelle revient à poser la question de l'art dans la société, dans le quotidien.

Pourquoi pas des animateurs ?

Démocratisation et participation

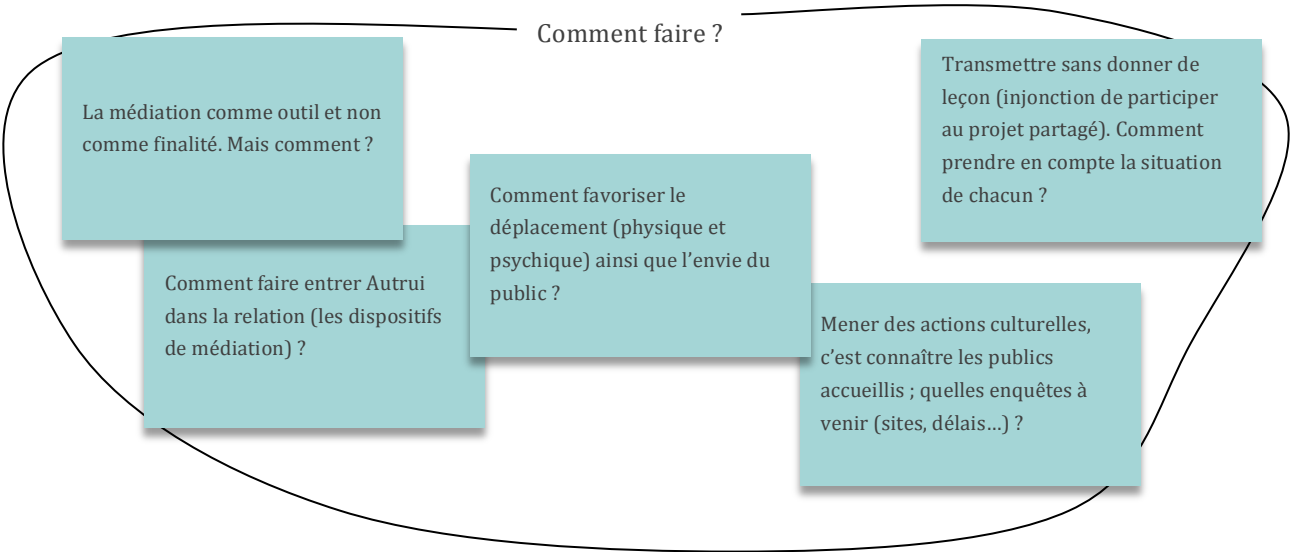
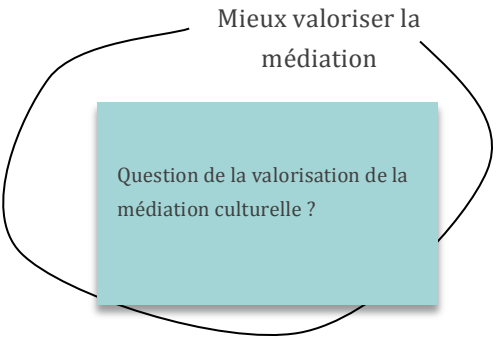
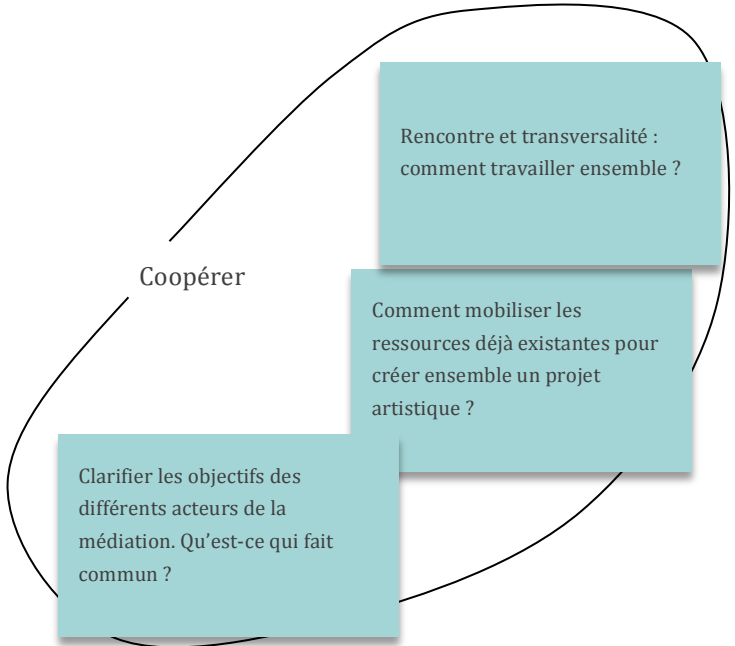
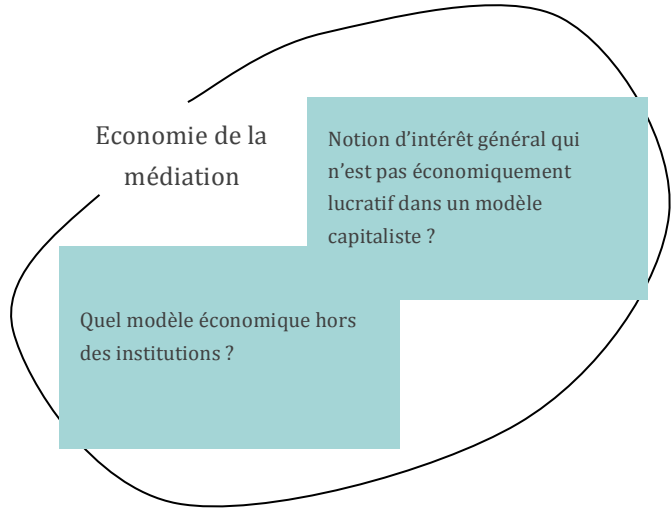
Coexistence des publics avertis et non avertis ?

Démocratisation ou « massisation » de la culture ?

Faire « médiation » : créer les conditions pour que les personnes expriment leurs attentes, envies en matière de pratiques artistiques et culturelles ?

De quoi doit se nourrir la médiation culturelle ?
« Comment replacer l'humain au cœur de la médiation ? »

Injonction à la participation ?



Atelier 1

L'artiste et la médiation

- > La relation artiste / médiateur / publics : quelles évolutions, quels enjeux et quels questionnements, quelles modifications des postures professionnelles ?
- > Quelle est la place de l'artiste dans les processus de médiation ?
- > L'artiste peut-il être médiateur ?
- > L'art peut-il se passer de médiation et à quelles conditions ?

Animation

Jean-Pierre Saez, directeur de l'Observatoire des politiques culturelles

Synthèse

Danielle Bellini, directrice des affaires culturelles et de l'éducation populaire à Tremblay-en-France, maître de conférence associée, Paris-Diderot

Etudes de cas

- > Le projet du Centre chorégraphique national de Nantes avec **Ambra Senatore**, chorégraphe et directrice du CCNN, et **Julie Teyssou**, chargée de la production et de la diffusion
- > La création partagée "Entre nos mains", avec **Anaïg Lucas**, artiste interprète, musicienne

Cet atelier s'est déployé à partir de questionnements liés aux relations entre artiste / médiateur / publics (personnes) : comment cette relation se construit-elle ? Comment évolue-t-elle ? Comment est-ce que chacun s'en empare et l'enrichit ?

Les échanges se sont appuyés sur les témoignages et expériences d'artistes : Ambra Senatore, chorégraphe, et Julie Teyssou chargée de production et de diffusion, ainsi que d'Anaïg Lucas, artiste, interprète et musicienne.

Ambra Senatore en tant directrice du CCN de Nantes développe ses missions spécifiques sur le territoire. Dans le cadre de la convention qui lie la structure à la DRAC, il est prévu qu'elle intervienne pendant trois ans, notamment dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Pour Ambra Senatore, la danse est un prétexte pour rencontrer les personnes, c'est une

occasion possible de rencontre. Mais Ambra, avec délicatesse et humilité, a fait part des questionnements et des troubles qui habitent sa présence sur le territoire.

Anaïg Lucas a évoqué avec humour et enthousiasme, images à l'appui, le projet qu'elle a développé dans le quartier de Port Boyer où elle a passé 10 mois et interrogé des personnes de 10 à 82 ans. Elle a créé avec les habitants un « docu concert » composé de chansons qui sont autant de portraits de femmes du quartier, chantées par des femmes. Le projet, qui a stimulé une dynamique participative dans le quartier, a donné lieu à la fabrication d'un petit livre reprenant les textes des chansons et remis à chaque participant, comme un objet qui reste.

A partir des témoignages de ces artistes, l'atelier a abordé plusieurs dimensions qui traversent le champ de la création artistique, celui de la

médiation et des actions culturelles, dans leur rapport au territoire.

La question fondamentale du sens

Pour Ambra Senatore, la relation apporte du bien-être et donne du sens au travail artistique. La danse utilise d'autres canaux que le langage et ce peut être un atout. Il existe une véritable fécondité d'actions dans le cadre d'interventions en milieu scolaire où les personnes - dans ce cas les enfants - sont invitées par l'institution éducative. Mais la présence artistique dans « les quartiers » est bien plus difficile.

Cette présence dans les quartiers prioritaires est accompagnée notamment par la DRAC dans le cadre des dispositifs de jumelage. Or, l'intervention dans ces quartiers fait l'objet de préoccupations très fortes et risque d'être vécue par les habitants comme une surenchère et peut donner une impression de saturation.

L'artiste s'interroge : *« Est-ce que les habitants souhaitent réellement cette présence ? Comment être présent ? Comment donner du sens à cette présence ? Nous bénéficions d'argent public, comment sert-il la collectivité ? »*

Les écueils évoqués sont multiples. Il est possible que les habitants se sentent envahis. Ils peuvent également s'étonner d'un important investissement culturel alors même qu'ils n'ont pas assez d'argent pour nourrir leurs enfants. Il y a un risque de se tromper en pensant que tout le monde est d'accord avec cette présence.

Etre face aux habitants, c'est être face à des parcours. La danse pose des questions cruciales. Cette pratique, qui met en jeu le corps et qui se démocratise de plus en plus, produit des résultats tangibles avec les enfants. Ainsi, des enfants qui rencontraient des problèmes de communication verbale parviennent à dégager par le mouvement, par la danse, des formes de respiration et d'expression inattendues.

Mais la pratique de la danse met également à jour des sujets tabous, notamment auprès

d'adolescents(tes) ou d'adultes qui cherchent à masquer ou à dissimuler leur corps. Ce sentiment d'intrusion a été évoqué par d'autres membres de l'atelier qui s'interrogent : *« Est-ce que le récepteur cherche cette relation ? »* *« Face à un contexte économique, social, à une augmentation des inégalités et de la pauvreté, en quoi mon expérience et mon travail sont-ils utiles aux personnes ? »*

Plusieurs participants de l'atelier soulignent que, dans ce contexte, la responsabilité citoyenne des artistes et des médiateurs réside dans la proposition d'ouvertures inédites que permet la création artistique. L'acte artistique peut parler à tout le monde, c'est un vecteur de relation qui peut aider à fabriquer de la confiance, de la reconnaissance, de la dignité.

Les enjeux sont d'autant plus imminents que les interventions s'inscrivent dans un contexte social particulier. Aussi, pour Ambra Senatore, il est important de s'immerger dans le territoire et de prendre le temps de faire connaissance, de comprendre les pratiques.

Pour sa part, Anaïg Lucas a également évoqué l'importance de se sentir invitée et manifeste sa forte envie de rendre les gens un peu plus heureux, à partir de leurs paroles, de leur histoire. Dans l'exemple du projet conduit avec des habitants, elle dit jouer un rôle de technicienne qui doit faire en sorte que leur parole arrive sur scène.



Des espaces et des temps à partager : les ingrédients d'une relation féconde

L'espace, c'est ici à la fois le territoire, l'espace de la scène et du projet partagé, l'espace de la création, et l'espace intime de la rencontre, de la relation avec les personnes.

Les participants ont partagé ces mêmes préoccupations : comment continuer à aller vers les habitants, dans l'espace urbain, dans les

parcs, dans les écoles ou les commerces ? Comment reconnaître un territoire « flottant », celui qui sortirait des institutions, qui permettrait d'appréhender la diversité ?

Les expériences partagées dans l'atelier ont montré **l'importance de passer beaucoup de temps avec les personnes, avec leurs préoccupations quotidiennes, mais aussi avec leurs aspirations**. La relation passe par des échanges aux formes variées : partager des repas, des goûters, des promenades. L'écoute attentive et la compréhension réciproque demandent du temps.

Avoir le temps nécessaire et pouvoir prendre ce temps, celui de la présence artistique, celui de la connaissance et de la reconnaissance mutuelle, celui de l'accompagnement et des collaborations, celui des restitutions, celui de la mesure et des démesures.

Comment le principe actuel de l'intermittence peut-il répondre à cette dimension temporelle ? Comment la pratique désormais répandue des appels à projets prend-elle en compte cette nécessité du temps et de l'élaboration partagée ? Ne serait-ce pas là une logique à revisiter ?

Une relation partagée : ce que les uns produisent sur les autres

Les participants de cet atelier ont relevé que les projets de territoire devaient non seulement prendre en compte ce que la présence de l'artiste produit, mais également ce que les réactions des participants produisent chez les artistes : « *La relation me nourrit* ».

Si l'artiste regarde le participant avec bienveillance, celui-ci se sent encouragé et plus en confiance. Et lorsque l'artiste mesure les effets de son action, il peut à son tour éprouver une forme de bénéfice : « *Je me sens utile, j'ai découvert mon métier au travers des personnes* ».

La place des médiateurs et des partenaires n'échappe pas à cette dynamique qu'il s'agit

d'appréhender comme des complémentarités de compétences.

Cette complémentarité demande une adaptation continue, une écoute, une compréhension : « *A chaque fois, il faut comprendre la logique des partenaires* ».

Les compétences s'enrichissent dans la relation à l'autre, c'est « *une histoire de coopération, une histoire d'invitations* ».

Ainsi la diversité (origines sociales, professionnelles, géographiques) fréquemment invoquée est autant celle des publics, que des équipes composées d'artistes, de médiateurs, de partenaires. Chacun est invité à proposer ses compétences, son appétence, ses savoirs et son énergie propres.

De la fécondité des collaborations émerge l'idée d'un système solidaire, remarquable sur plusieurs plans : humain, mais aussi économique, juridique, administratif.



Accorder sa place au surgissement de l'imprévu

Il s'agit de se laisser surprendre par le projet et de créer des situations d'expérimentation, de préconiser le droit de se tromper. Ce droit à l'échec renvoie à deux questions fondamentales :

- Comment faire sens, comment faire concrètement avec nos armes ?
- Comment évalue-t-on les dispositifs participatifs ? Avec quels outils ? Avec quelles manières de capitaliser ?

On ne sait pas toujours ce que la présence artistique provoque ou fait émerger. Les projets de territoire sèment « quelque chose » sans qu'il soit toujours possible de savoir ce qu'ils produisent. Lorsque les artistes interviennent, il se passe quelque chose dont on ne connaît pas immédiatement l'effet : « *L'évaluation doit nécessairement accompagner la quête de sens : mais l'impact ne se mesure pas toujours de façon*

quantitative et ne se voit pas forcément de façon immédiate, à l'œil nu ».

La médiation est nécessaire, mais comment la nommer ?

L'accompagnement du projet artistique est essentiel. Les artistes présents dans l'atelier ont exprimé leur besoin d'être accompagnés. Mais, si la nécessité de cet accompagnement ne fait aucun doute au sein de l'atelier, se pose la question de savoir comment nommer ces personnes qui « accompagnent ».

Faire de la médiation, c'est relier un point à un autre et c'est un métier méconnu. Différents termes sont employés : la « personne référente », l'« accompagnant », le « passeur », le « médiateur ». Si le métier est difficile à nommer, c'est que ce travail de mise en lien prend des dimensions différentes pour chaque projet, d'où une difficulté à l'affirmer, à le rendre lisible.

C'est un métier d'engagement, d'investissement, qui demande une fibre, un goût à transmettre, c'est dans tous les cas un métier porteur de sens.



Pistes à approfondir

L'atelier fut riche d'expériences évoquées et de participations vives et enthousiastes. Quelques dimensions pourraient être prolongées au cours d'une rencontre ultérieure :

- **le rôle du médiateur dans les projets artistiques et culturels** : comment le nommer ? Comment le valoriser ? Une réflexion pourrait s'organiser en faveur d'une clarification (ou d'une reconnaissance accrue) de la diversité et de l'adaptabilité des missions, de la spécificité des territoires et de la singularité des projets artistiques.



Préconisation : à l'issue de nouveaux temps d'échanges, mettre en

place, non seulement au niveau de la ville mais aussi au niveau de la métropole, un réseau des médiateurs, identifiable et repérable.

- **La question de l'évaluation partagée** : comment mettre en place pour chaque projet les outils d'une évaluation partagée (avec les équipes artistiques, de médiation et les habitants) ? Comment valoriser l'expérimentation ? Comment mieux définir dans le cadre des politiques culturelles (et non pas celui des appels à projets) les modalités de présence artistique sur les territoires ainsi que les valeurs qui les sous-tendent ?



Préconisation : développer des outils pérennes de construction et d'évaluation des projets, les affirmer dans le cadre de perspectives globales et non plus seulement à l'occasion d'appels à projets ponctuels.

- **Les effets des démarches artistiques participatives en termes d'insertion sociale et professionnelle** :

Des projets artistiques conduits avec des habitants ont contribué à aider les participant-e-s à prendre confiance en eux, à développer leurs capacités d'expression et de socialisation. Certains d'entre eux ont trouvé un emploi. Aussi, une réflexion serait à conduire en faveur d'une plus grande compréhension et d'une meilleure reconnaissance des effets que peuvent avoir les arts participatifs dans les démarches d'insertion sociale et professionnelle.



Préconisation : faire reconnaître par Pôle Emploi la participation à des projets artistiques comme un facteur d'insertion professionnelle

Atelier 2

Numérique et renouvellement des enjeux, des approches et des pratiques de la médiation

- > En quoi les cultures numériques modifient-elles en profondeur notre environnement social, culturel et cognitif ? Quels sont les enjeux à prendre en compte ?
- > Quelles nouvelles formes induisent-elles en termes de production, de transmission et de partage des savoirs et des références culturelles ?
- > En quoi le numérique suggère-t-il de nouvelles approches et pratiques de la médiation, plus participatives, plus contributives, plus horizontales ?
- > Dans quelles mesures les postures professionnelles s'en trouvent-elles questionnées et modifiées ?

Animation

Emmanuel Vergès, directeur de l'office

Synthèse

Camille Jutant, maître de conférences en Sciences de l'information et de la communication, Laboratoire ELICO, Université Lyon 2

Un enjeu de définition

Le terme « *numérique* » est bien présent dans les environnements professionnels. Mais que recouvre-t-il ? Les participants de l'atelier expriment un malaise par rapport à la banalisation du terme, comme s'il se suffisait à lui-même alors que de nombreuses réalités (parfois hétérogènes) se cachent derrière ce mot. Parle-t-on des dispositifs (des écrans, des tablettes, des câbles, des ondes) ? Parle-t-on d'un processus, d'un certain type de traitement des

Etudes de cas

- > "Atelier Stop Motion", Bibliothèque municipale, avec **Muriel Desvois**, responsable du secteur Est.
- > "Muséo Sprint", Le Chronographe, avec **Maud Martin-Luneau**, responsable des publics et médiatrice, et **Pierre Bosquet**, chargé de médiation numérique

données ? Le numérique peut-il être un outil de recherche sur les publics ?

Pratiques, usages et compétences

Cet enjeu de définition nous mène vers celui des usages et des pratiques, là-aussi, hétérogènes.

Les exemples évoqués et les témoignages du groupe font remonter, d'une part une diversité dans les pratiques des individus aujourd'hui et d'autre part des inégalités et des violences symboliques à l'endroit de ces pratiques.

En effet, que connaît-on des pratiques numériques des publics ? Faut-il nécessairement tenter de s'adapter à ces pratiques ? On retrouve ici l'idée plusieurs fois évoquée dans le groupe que la médiation numérique est celle qui permet de toucher « le public que je ne connais pas ».

Mais le paradoxe, c'est de prêter à ce public qu'on ne connaît pas des pratiques numériques, dont en fait, on ne connaît précisément rien. Alors faut-il tenter de mimer les pratiques numériques – supposées – que l'on prête aux autres ou au contraire s'en éloigner, comme si les équipements culturels pouvaient aussi prendre le contre-pied d'une certaine globalisation des pratiques numériques, telles qu'elles se développent massivement autour des GAFAM, par exemple ?

Les publics sont-ils des usagers, des consommateurs, des internautes, des utilisateurs ? Ces termes mettent en lumière la question des compétences et la question du rôle que l'on assigne parfois trop rapidement au destinataire de la médiation dès qu'elle devient numérique. En ce qui concerne les compétences, le groupe a interrogé la notion de culture numérique, cette culture, dont on dit qu'elle est celle des « *digital natives* », sans toujours comprendre de quoi il s'agit. Cette culture numérique, il convient effectivement de la prendre en compte, mais elle doit aussi être remise en perspective dans une analyse socio-culturelle plus large : **les cultures numériques ne sont pas les cultures de la diversité.**

Le rôle de l'institution

Le numérique produit des outils de connaissance (devenir auteur, capter et documenter le moment de la vie quotidienne, l'éditorialiser). Le mouvement social et culturel qui s'engage est celui de la « dé-centralisation » : l'intelligence se produit dans les périphéries. Les dispositifs comme Wikipédia obéissent à ce modèle de la dispersion, de l'écosystème, et non de la pyramide. Cette transformation sociale a comme enjeu celui de l'autonomie de ces périphéries, et

non pas celui de l'institutionnalisation. Où se situe alors l'institution ? Comment peut-elle apprendre à faire avec ce mouvement ? Et comment peut-elle mettre en avant les notions essentielles de responsabilité et d'intérêt général ?

La question est alors celle du rôle légitime que peut jouer l'institution. La légitimation sociale d'un espace, d'un discours, d'un débat est un processus essentiel. Les lieux qui légitiment, institutionnalisent sont des lieux réflexifs qui disent où est le savoir, d'où il vient et où il va. **Les cultures numériques posent la question de la légitimation** et c'est ce débat et ce frottement que le musée, le théâtre, les équipements culturels, en tant qu'institutions, sont appelés à accueillir.

Organisation du travail

Enfin, le groupe a abordé la question cruciale des transformations des pratiques professionnelles et la façon dont le mouvement social et culturel évoqué plus haut peut affecter le travail et les conditions de travail dans les organisations. Comment les organisations peuvent-elles se laisser traverser par des modes d'organisation et de distribution des responsabilités différents ? Comment les acteurs peuvent-ils se saisir d'un modèle éco-systémique de coopération ?



Piste à approfondir : il semble crucial de développer la relation avec les autres acteurs du territoire nantais, ceux de la médiation numérique et des arts numériques, mais aussi les acteurs culturels et socioéducatifs qui n'œuvrent pas spécifiquement dans le champ numérique, afin de nourrir une réflexion partagée sur les enjeux, les différentes approches possibles du numérique et des savoirs. Cette question pourrait faire l'objet d'un rendez-vous ultérieur.

C'est la culture du travail qui est en jeu ici et elle ne doit pas céder aux effets de modes qui dictent parfois certains formats. Ces formats ne sont pas

toujours en adéquation avec les objectifs des organisations, comme par exemple la durabilité, la construction d'un lien pérenne. Ainsi, la culture de fonctionnement des organisations est à construire en adéquation avec la culture du projet.



Les participants à l'atelier ont émis le souhait d'une **formation sur les cultures numériques**, avec une approche critique et en lien avec les différents acteurs du territoire qui travaillent sur des enjeux de médiation numérique (travailleurs sociaux, champs des arts numériques), afin de construire un regard commun sur le renouvellement des enjeux et des pratiques de la médiation numérique.



Pour prolonger cette idée et en guise de conclusion, soulignons ici un élément important au sein de cet atelier : un certain nombre de participants s'étaient inscrits d'abord pour « apprendre » et non dans une logique de coopération pour développer un travail en réseau sur le territoire. **Ce constat conduit à préconiser un travail permanent de formation de l'ensemble des acteurs du territoire.** En effet, contrairement à ce que peut laisser penser la présence de pôles d'expertise comme PING, Scopitone/Stereolux ou APO 33, les cultures numériques concernent tout le monde et ne constituent pas qu'un secteur d'activité à part entière.

Atelier 3

La place de la médiation dans l'élaboration et la gouvernance des projets

- > Comment penser la médiation dès l'élaboration des projets, qu'ils soient artistiques, culturels, sociaux, citoyens ?
- > Comment mieux prendre en compte la question de la médiation dans la gouvernance des projets et des structures ?
- > Comment associer les usagers ou les publics à la conception des projets, des programmations, voire des outils-même de la médiation ?

Animation

Christophe Blandin-Estournet, directeur de la Scène nationale de l'Essonne Agora-Desnos

Synthèse

Noémie Couillard, co-fondatrice de Voix/Publics, agence de recherche indépendante Cultures, médiations, publics

Etudes de cas

> "Grandir à Nantes", Le Château des Ducs de Bretagne - Musée d'Histoire de Nantes avec **Séverine Billon**, responsable de la médiation, et **Dominique Denis**, médiatrice

> "Le Cabaret géant", Angers Nantes Opéra avec **Alain Surrans**, directeur, **Camille Rousseau**, responsable de l'action culturelle

L'objectif de cet atelier était de permettre une réflexion partagée sur la place de la médiation dans la gouvernance des projets artistiques et culturels.

Le premier cas présenté concernait la collecte participative « Grandir à Nantes » menée par le Château des Ducs de Bretagne, le musée d'Histoire de la Ville de Nantes. Dans le cadre de la préparation d'une exposition sur la jeunesse et l'adolescence à Nantes prévue pour 2020, le musée a souhaité collecter des objets et des témoignages d'une diversité de groupes sociaux, notamment des quartiers défavorisés. Le service des publics a été mandaté pour travailler avec des associations locales autour du travail des femmes. Une série de rencontres a été organisée afin de présenter le projet, d'évoquer les objets

potentiels qui pourraient être intéressants et de les documenter en remplissant des fiches méthodologiques. Séverine Billon, responsable de la médiation, et Dominique Denis, médiatrice, ont souligné la délicatesse mise en œuvre afin de créer une relation de confiance entre elles et les six femmes impliquées dans le projet. Surtout, elles notent les difficultés à maintenir des relations avec ces femmes en charge de tâches domestiques, notamment lorsque le contexte social se tend (incendie d'une maison de quartier par exemple).

L'après-midi, Camille Rousseau, responsable de l'action culturelle de l'Opéra de Nantes et Alain Surrans, son directeur, ont présenté la mise en œuvre du « Cabaret géant », un flash mob organisé devant l'Opéra sur le thème de

l'opérette. Cette action s'inscrit dans la continuité des projets mis en œuvre par le service culturel depuis de nombreuses années avec les quartiers populaires. Le fil rouge est l'incitation à la pratique du chant et la présentation de certaines œuvres du répertoire de l'opéra. Le Cabaret Géant a démarré à partir de partenariats avec des centres socioculturels dans le but de faire chanter des airs d'opérettes aux habitants. Peu à peu, sept centres socioculturels se sont associés pour faire chanter ensemble les habitants devant l'Opéra, accompagnés par le chœur de l'opéra. Pour mobiliser le plus grand nombre de personnes possibles, des tutoriels pour chanter et danser ont été diffusés en ligne.



Comme pour la collecte participative du Château des Ducs de Bretagne, Camille Rousseau a mis en avant **le temps long nécessaire** pour permettre à chacun-e de se connaître et pour comprendre les spécificités sociales propres à chaque quartier. **C'est à cette condition qu'un réajustement des actions est possible pour créer des projets sur-mesure.**

La présentation de ces deux initiatives a posé la question de la place de la médiation culturelle dans des projets qualifiés de « participatifs » qui ont précisément pour but de susciter l'investissement de certains publics identifiés au-delà de la visite *in situ* ou de la venue pour un concert ou un spectacle ⁷. Trois grands questionnements ont traversé les discussions qui ont suivi la présentation des cas d'étude :

- le statut de ce type d'actions dans le projet de l'établissement ;
- les moyens mis en œuvre ;

- et enfin les manières dont on peut rendre compte et évaluer ces projets.

Ces réflexions s'enracinent très profondément dans un contexte de baisses des crédits alloués à la culture et de rationalisation des actions publiques selon des principes issus du monde marchand.

Statut de la médiation culturelle dans le projet de l'institution

Les professionnel·les ont posé la question de la place de la médiation dans les projets scientifiques dans les institutions patrimoniales et les projets artistiques dans les institutions artistiques. Actuellement et en grande majorité, les activités des services auprès des publics (ou « services d'action culturelle ») sont pensées *a posteriori*, à partir et en fonction d'une programmation préétablie. **Est-il possible de penser la médiation, non comme une mission annexe ou secondaire, mais de concert avec la programmation scientifique et culturelle ?**

Par ailleurs, ces interrogations s'ancrent dans le constat que les projets participatifs sont majoritairement envisagés lorsqu'un manque est constaté : une absence de représentation dans les collections ou d'un type de personnes dans les publics de l'établissement. Les professionnel·les qui travaillent dans des associations ou centres socioculturels ont témoigné de leurs ressentis d'être vus comme des « pourvoyeurs de publics » par les institutions culturelles et patrimoniales du centre-ville. Ils et elles ont souligné leur malaise face à certains termes employés dans les documents administratifs – comme « publics éloignés de la culture » – qui ont pour effet de renforcer la place de chacun·es et de maintenir à distance les un·es et les autres. **Comment valoriser d'autres cultures dans ces conditions ?**

Plus précisément, lorsque le projet participatif a une vocation scientifique, comment « résoudre » les éventuels conflits de légitimité ? De quelle(s)

⁷ Alexandre Delarge, Isabelle Roussel (ss. dir.), *Le musée participatif : l'ambition des écomusées*, La Documentation française, 2018.

nature(s) sont les rapports en jeu entre le personnel scientifique, le personnel de la médiation et les participant-es ? Parle-t-on d'équité ? D'égalité ? Comment créer les conditions d'un espace de négociation pour arriver à un compromis, un consensus ? D'une autre manière, les professionnel·les se sont demandé·es si les œuvres devaient être le point de départ de projets participatifs avec des personnes qui ne fréquentent pas leurs établissements ? Ou est-ce que l'accent devrait avant tout porter sur la rencontre ? Au final, est-il possible de penser le travail des médiateurs et médiatrices comme « une politique de la relation⁸ » ? En petit groupe, une partie des médiatrices a réfléchi à la possibilité de trouver des œuvres dont les thèmes, considérés comme universels, pourraient servir de point de rencontre. De telles œuvres existent-elles ?

Enfin, en écho aux présentations des cas d'étude, des questions très pragmatiques mais néanmoins essentielles ont été amenées par les professionnel·les sur la manière de construire ces relations de confiance. Où se rencontre-t-on ? Qui prend l'initiative de la rencontre ? Comment s'adapter à des publics qui ne sont pas disponibles aux mêmes moments que les professionnel·les ?



Tou·te·s les participant·es ont reconnu qu'il était nécessaire de **bien connaître les personnes que l'on souhaite impliquer** pour s'adapter au mieux à leurs envies, à leurs besoins, à leurs façons de faire et comprendre la violence auxquelles elles peuvent être confrontées dans leur vie quotidienne.



De manière générale, les professionnel·les présent·es se sont accordé·es sur **l'importance du soutien et de l'implication des directions des équipements culturels** dans ce type de projet.

Les moyens et les modalités de mise en œuvre des projets culturels

Très rapidement et tout au long de la journée, les professionnel·les ont insisté sur le manque de moyens auxquels ils et elles étaient confronté·es pour mettre en œuvre les actions de médiation. L'existence même de certaines associations ou petites structures est sérieusement menacée : « *on est plus à moyens constants, on est sans moyen* ». Pour les autres, la tension est forte entre d'une part la demande des financeurs de renouveler et de multiplier les actions et d'autre part les faibles moyens alloués pour le faire. Les professionnel·les ont critiqué cette injonction à agir à des fins de communication politique et institutionnelle.

D'autres ont questionné la répartition des moyens au sein des acteurs culturels de la région nantaise : est-il intéressant de penser ces acteurs comme un écosystème ? **Les associations et structures qui travaillent au plus près de populations pauvres ont insisté sur l'importance de leur rôle social et s'alarment des conséquences de leur disparition potentielle** sur la poursuite du travail accompli et le relais des autres institutions. Elles ont mis en avant le **travail au long cours** qu'elles conduisent avec ces populations et qui complète utilement le travail ponctuel des institutions. **Ces professionnel·les ont également insisté sur le manque de reconnaissance symbolique qu'elles ressentent.**



Une des perspectives envisagée pour **conforter la reconnaissance et le soutien de ce travail associatif par les autres institutions,**

⁸ Selon la belle expression employée le matin par Francesca Poloniato, la directrice du Théâtre du Merlan à Marseille, et empruntée à Jean-Pierre Saez, directeur de l'Observatoire des politiques culturelles.

consisterait à renforcer l'interconnaissance de chacun-es. De manière générale, la reconnaissance des compétences sociales des médiateurs et médiatrices est trop souvent négligée. Cette question pourrait faire l'objet d'échanges plus appuyés lors de rencontres à venir.



En conséquence, les professionnel·les ont souligné les **risques sanitaires et sociaux liés à leurs conditions de travail et notamment les risques de « burn out »** : « *les projets ne sont pas uniquement chronophages mais aussi anthropophages* ». Au final, la question du sens des pratiques professionnelles a été soulevée : le plaisir du rapport aux publics suffit-il ? **Un métier-passion comme celui de la médiation socio-culturelle justifie-t-il de souffrir du manque de moyens ?**

De ce point de vue, la difficulté de la mise en place de ces projets ne va-t-elle pas entraîner un repli sur des projets scientifiques ou artistiques moins ambitieux au sein des établissements, surtout quand les projets participatifs nécessitent un temps long et un cisèlement des actions en fonction des publics impliqués ?

Penser l'après-projet

Plusieurs moments de la journée ont été l'occasion de discuter de la fin et du renouvellement des projets, et ce sous plusieurs aspects.

D'une part, comment décider de la fin des projets du point de vue de la relation aux publics ? Faut-il attendre une autonomisation des pratiques pour mettre fin à l'action ? Faut-il continuer la relation ? Comment la continuer ? Est-il possible de prolonger ces actions en poursuivant par une réflexion sur le travail accompli ? Une des idées proposées par l'Opéra de Nantes consiste à mettre en œuvre la mémoire du spectacle vivant et à « *revenir sur la scène du crime* » pour en analyser les ressentis. Lorsque le projet participatif prend appui sur

une recherche scientifique dont l'aboutissement est une exposition, comment rendre « correctement » une place aux personnes investies ? Comment ne pas les décevoir quand, par exemple, leurs témoignages ne sont pas choisis dans l'exposition ?

D'autre part, les professionnel·les ont justement critiqué la conception de ces actions sous forme de « projets ». En effet, les appels à projets nécessitent de concevoir des projets spécifiques qui sont censés être à chaque fois « nouveaux », « innovants » et se suffisant à eux-mêmes. Les professionnel·les déplorent ce cadre qui les contraint à une reformulation régulière de leurs actions pour les différents guichets. Ce mode de financement est un frein à la pérennisation et à la cohérence des actions de médiation et des relations qu'ils et elles construisent. Certaines remarques ont mis en exergue une inquiétude concernant la transformation de leur travail vers une « ingénierie de projets » dont l'enjeu serait de se plier aux attentes des organismes financeurs.

Enfin, et en conséquence, les critères d'évaluation des projets demandés en contrepartie des financements publics ont été discutés. Plusieurs pistes ont été évoquées. Christophe Blandin-Estournet a explicité son travail avec des géographes pour mesurer « *l'empreinte civique* » des actions de la scène nationale. D'autres ont proposé d'intégrer la manière dont ces projets transforment leurs pratiques professionnelles, en considérant que ces rencontres n'ont pas seulement un effet « *bottom up* » mais relèvent bien d'une transaction réflexive. Enfin, certain·es ont considéré que garder la mémoire de ces actions relevait d'une forme de valorisation et non d'évaluation. Voire même, ces traces ne pourraient-elles pas constituer des œuvres en elles-mêmes ?



Pistes à explorer : à la lumière de ces éléments d'analyse, on peut considérer qu'il

serait pertinent d'évoquer plus finement les aspects suivants lors de rendez-vous ultérieurs :

- l'amélioration ou le renouvellement des cadres de financement et de partenariat avec les collectivités publiques, à partir d'un diagnostic partagé des vertus et des limites du format de l'appel à projet ;
- la question de l'évaluation : comment construire une approche, des outils, des critères et des indicateurs d'évaluation partagés et adaptés ?

Atelier 4

Médiation et participation des habitants

- > Comment mieux prendre en compte le désir de participation des habitants à la vie sociale, culturelle et citoyenne ?
- > Comment envisager différents niveaux ou différentes formes de participation ?
- > Comment comprendre et mieux reconnaître les droits culturels des personnes ? Comment traduire cette notion dans des pratiques et des dispositifs ?
- > Comment reconnaître et mobiliser les références culturelles (savoirs) portées par les personnes comme des ressources pour la médiation ?
- > Comment associer les habitants à la conception des dispositifs et outils de médiation ?

Animation

Baptiste Fuchs, responsable des concertations et des rencontres publiques, Observatoire des politiques culturelles

Synthèse

Raluca Calin, chargée de mission, Observatoire des politiques culturelles

Cet atelier a bénéficié de la présentation de deux projets qui a servi de point de départ à la réflexion et au débat.

« La Balade rêveuse »

« La Balade rêveuse » a été initiée par l'ONPL en coopération avec la direction de l'inclusion sociale, le pôle développement territorial prévention et solidarités (PDTPS) et des habitants de Nantes Nord - Breil-Barberie et des Hauts-Pavés St-Félix. Construit avec la

Etudes de cas

> "Les Balades rêveuses", avec **Sophie Papin**, responsable des publics, Orchestre national des Pays de la Loire, et **Nathalie Legeas**, chargée de mission Carte Blanche (Sports - Culture - Loisirs), Direction de l'inclusion sociale, Ville de Nantes

> "Le Groupe médiation culturelle de la Pilotière" avec **Dominique Garcion**, agent de développement à la Ville de Nantes et **Elisabeth Petit**, agent de développement du Conseil départemental de Loire-Atlantique

volonté de faire mieux connaître l'Orchestre national Pays de la Loire, le projet a consisté en un parcours autour de la thématique du romantisme à partir des souhaits des habitants.

Ces derniers ont ainsi pu prendre part à une grande diversité de rendez-vous : concerts, sortie au théâtre, visites de lieux ou de paysages, fabrication de roses, ateliers de lecture, petit-déjeuner sur l'Erdre... Le récit de ce parcours a donné lieu à une exposition (présentée dans la salle de l'atelier) autour de cinq thèmes : rêver, se balader, s'exprimer, découvrir, partager.

Bien que ce dispositif n'ait pas été pensé comme une action d'éducation artistique et culturelle (EAC), on remarque que les trois piliers du référentiel de l'EAC (voir, faire, interpréter) sont ici mobilisés.

Par ailleurs, il semble qu'on retrouve ici les trois dimensions essentielles d'une participation entière et réussie, selon la philosophe Joëlle Zask : prendre part, bénéficier (recevoir une part) et contribuer (apporter sa part)⁹. La notion de contribution est ici particulièrement essentielle et elle est à rapprocher du pouvoir d'agir, de la capacitation, des *capabilités* d'Amartya Sen, ou encore de l'approche des droits culturels.

Les échanges autour de la Balade rêveuse ont notamment fait ressortir les aspects suivants.

Entrer en coopération

Les parties prenantes décrivent un processus partenarial qui s'est construit en plusieurs étapes et qui a finalement permis de formuler des objectifs et une approche véritablement partagés.

Ce processus qu'on pourrait qualifier d'« *entrée en coopération* » constitue un élément essentiel de la réussite et de l'intérêt du projet. Or, une coopération ne va pas nécessairement de soi et elle est parfois difficile à construire. En effet, une véritable coopération (comprise comme l'idée de « *faire œuvre commune* ») suppose à la fois un respect du cadre de travail de chacun et un déplacement en dehors des zones de confort. Elle oblige souvent à **faire un pas de côté pour dépasser les postures habituelles**, mais elle permet en retour un enrichissement des parties prenantes.

Aussi la coopération implique-t-elle de prendre des risques, de prendre du temps, de sortir des sentiers battus. **La responsabilisation de chacun (se connaître, connaître ses partenaires, être capable d'ajuster son intervention au cours de la démarche) permet une coopération réussie.**

Les habitants ambassadeurs de la démarche

La démarche semble avoir provoqué un effet « boule de neige » et une capitalisation qui ont permis de dépasser les résultats attendus. Les premières étapes du parcours ont été capitalisées par les habitants qui se sont montrés particulièrement enthousiastes et sont devenus les premiers « *ambassadeurs* » du projet.

Ce résultat est questionnant, à plusieurs titres : comment identifier plus finement les ingrédients et les conditions de la réussite ? Comment donner une suite à la dynamique amorcée ?

Relations interpersonnelles, à la fois force et fragilité

Enfin, on note l'importance des relations interpersonnelles qui se sont développées entre habitants et médiateurs, que l'on peut voir à la fois comme le signe de la richesse de la démarche et comme sa limite.

En effet, c'est grâce à l'investissement très fort des acteurs que ce type de projets fonctionne. **L'engagement personnel des médiateurs** (qui peut se déployer dans des temps et des espaces très informels) **permet de construire des relations fortes qui donnent sens à la démarche.**

Toutefois, la question de l'équilibre entre l'effort consenti et la pérennité du projet se pose. En effet, dans un contexte où les moyens financiers et humains sont contraints, il est difficile de maintenir dans la durée de telles dynamiques et un risque d'épuisement des personnes les plus investies est plusieurs fois pointé.

⁹ Joëlle Zask, *Participer ; essai sur les formes démocratiques de la participation*, Le bord de l'eau, éditions, 2011.

Le groupe de médiation culturelle de la Pilotière

Le « groupe de médiation culturelle de la Pilotière » est né en 2015 à la suite d'une formation professionnelle et d'une recherche-action autour de la médiation culturelle, portée par les directions de la Solidarité et de la Culture. Face au constat de difficultés multiples rencontrées par les familles du quartier pour accéder à l'offre culturelle, le groupe Médiation culturelle a mis en place **un programme de sorties culturelles accompagnées**, à partir de l'offre proposée dans le cadre du dispositif Carte Blanche. L'initiative, d'abord portée à titre d'expérimentation, s'est prolongée. Une enquête par questionnaire auprès des habitants a permis de mieux repérer leurs attentes et difficultés. Un groupe projet associant habitants et professionnels s'est alors mis en place pour élaborer un programme de sorties culturelles accompagnées lors de chaque période de vacances scolaires.

Le partage de cette expérience et les échanges qui ont suivi ont permis de dégager les observations suivantes :

L'habitant expert de ses propres problématiques

L'implication des habitants dans le groupe projet et la définition des actions a permis de mieux comprendre les freins réels de l'accès à la culture. Les problématiques, freins mais aussi leviers liés à la parentalité et aux enjeux éducatifs ont ainsi pu être mieux appréhendés. Ainsi, il est apparu qu'il était essentiel de favoriser, par des expériences culturelles et artistique partagées, la relation parents – enfants. L'accompagnement d'une sortie en famille permet à la fois de lever les freins financiers (sans toutefois offrir la gratuité pour maintenir une notion d'engagement), de donner l'occasion d'un plaisir partagé, en famille et avec

d'autres personnes, de favoriser la rencontre et à la découverte.

Le caractère participatif de la démarche positionne l'habitant non pas seulement comme le bénéficiaire mais aussi comme expert des problématiques traitées.

Changer les représentations réciproques

La démarche a permis aux familles et aux professionnels de construire une autre relation que celle qu'ils avaient l'habitude d'éprouver dans un cadre plus formel. **Le fait de partager des moments de convivialité, des expériences sensibles a contribué à modifier les perceptions qu'ont les uns des autres.** Cette transformation de la relation est vécue par les médiatrices comme un atout pour conforter l'accompagnement des familles.

Construire des passerelles vers d'autres possibles

L'un des enjeux de l'expérience était aussi d'ouvrir les habitants à d'autres offres, d'autres dispositifs, d'autres pratiques culturelles. Cette ouverture vers d'autres possibles, qui renvoie à l'idée d'activation des capacités des personnes, est grandement liée au sentiment de reconnaissance qu'a pu offrir l'expérience aux personnes participantes : la prise de conscience d'appartenir à un groupe, de compter pour quelqu'un, de bénéficier d'une attention singulière en tant que personne (et pas seulement en tant que public), d'être « autorisée », « légitime » à fréquenter des lieux culturels ou des œuvres. Et c'est également là le rôle de la médiation.

L'agent de médiation a un rôle de légitimation, il permet à l'habitant de récupérer le pouvoir, de se savoir reconnu et à sa place dans son rôle de public. Par la même occasion, les structures culturelles partenaires de ce projet ont changé leur posture pour s'adapter davantage aux personnes, créer des rencontres privilégiées et non pas chercher à remplir les salles.

Echanges croisés et prolongements

Les échanges croisés ont permis d'identifier quatre thématiques transversales pour approfondir la réflexion.

De la mobilisation à la capacitation

Deux idées générales ressortent ici. D'abord, il a été dit à plusieurs reprises que « *les meilleurs médiateurs, ce sont les habitants eux-mêmes lorsqu'ils deviennent médiateurs entre eux* », c'est-à-dire lorsqu'ils deviennent les premiers ambassadeurs de la démarche à laquelle ils prennent part. Cet effet d'appropriation qui dépasse le simple stade de la mobilisation renvoie à l'idée d'*empowerment* ou de capacitation de la personne : **celle-ci n'est plus uniquement en position participante, elle devient elle-même actrice et autonome.**

La seconde idée tient dans cette intervention d'une professionnelle : « **La médiation, c'est se transformer ensemble** ». La médiation ne serait donc pas une dynamique à sens unique mais bien une interaction entre l'habitant et le médiateur qui s'enrichit lui-même de la rencontre. **Reconnaître cette réciprocité de la relation, c'est bien reconnaître le pouvoir d'agir** du « destinataire » de la médiation.



Le groupe qui a travaillé sur ce thème a formulé les remarques et recommandations suivantes :

- « *Ça prend du temps* » : la capacitation des personnes suppose un travail sur l'image qu'elles ont d'elles-mêmes et cela ne peut se faire que dans la durée.
- Si le temps est nécessaire pour développer les relations avec les personnes, il l'est aussi pour construire et entretenir les relations avec les partenaires.

- Il convient de veiller à favoriser l'expression de la diversité des personnes impliquées. Cette diversité est une richesse, une ressource.
- Il existe différents degrés possibles de participation et il convient d'adapter les outils de communication et d'action en fonction des personnes, de leurs disponibilités, de leurs attentes.

Valoriser, pérenniser, évaluer

Les participants de l'atelier ont souligné qu'il est essentiel de trouver les modalités les plus pertinentes pour rendre compte des démarches menées, valoriser le travail de terrain (et l'investissement des professionnels) auprès des institutions, sensibiliser et interpeller les élus pour que les conditions de pérennisation des actions soient assurées.



Le groupe de travail a ici insisté sur les aspects suivants :

- Il convient de privilégier une évaluation qualitative et de mettre l'humain au centre. Aussi, aux « *données froides* » (les chiffres), il s'agit d'adjoindre les « *données chaudes* » permettant de rendre compte des dimensions humaines, sociales, culturelles, sensibles.
- Il est rappelé que l'évaluation n'a pas vocation à sanctionner : elle doit passer par un échange de pratiques et une observation partagée permettant de tirer des enseignements communs.
- Le recueil de la parole des habitants, des participants, des personnes est essentiel : leur regard est une donnée centrale à valoriser et à prendre en compte dans l'évaluation.

Les clefs d'une coopération réussie

Partant du principe que les démarches de médiation reposent nécessairement sur des partenariats riches et de qualité, un groupe a

travaillé sur les conditions de réussite des coopérations.



Il a dégagé les pistes suivantes :

- La coopération doit se construire autour d'un objet commun et des objectifs partagés et clairement définis.
- Elle doit permettre à chacun de trouver sa place dans une coordination partagée du projet.
- Les groupes de travail et instances de pilotage doivent demeurer ouverts à de nouveaux partenaires afin de faciliter la construction et l'adaptabilité de la démarche.
- La forme de la coopération doit permettre une proximité avec le terrain et les personnes.
- Le plaisir à coopérer est essentiel et peut se traduire par le ménagement de temps de convivialité.
- Les partenaires doivent se départir des préjugés sur les autres afin d'être capables de donner et de recevoir.
- La coopération est souvent chronophage : il est recommandé de « surévaluer » le temps de concertation pour plus de réalisme.
- Enfin, les participants préconisent de se concentrer sur un ou deux projets par saison afin de privilégier un travail de qualité et de ne pas épuiser l'enthousiasme.

Obstacles et limites de l'investissement personnel dans les démarches de médiation

C'est l'un des principaux constats de l'atelier : les démarches de médiation ne sont possibles que grâce à l'investissement personnel des professionnels. Si cet état de fait reflète la générosité et l'enthousiasme passionné des

acteurs, il traduit aussi une limite qu'il semble urgent de prendre en compte.



Un groupe a mené une réflexion sur cette question et a émis les avis qui suivent :

- Il est important **de partager les valeurs et les objectifs au sein des structures pour construire une culture commune** de projet au regard de laquelle chacun pourra objectiver son engagement.
- Il est important de définir le cadre de travail en amont des projets et d'anticiper les éventuelles sorties du cadre : estimation des moyens nécessaires et des temps de travail pour toutes les tâches, meilleure anticipation de l'investissement personnel, valorisation des bénévoles dans les budgets...

Inquiétudes partagées

En conclusion de l'atelier lors d'un dernier tour de table, les participants ont fait état de leur inquiétude quant à la situation de la profession de la médiation sur le territoire de l'agglomération nantaise. Ils s'alarment de la diminution des moyens disponibles pour la médiation (fermetures de postes, suppression des contrats aidés, baisses de budgets, disparitions d'associations...) et tiennent à alerter les responsables politiques.

Les professionnels présents se disent prêts à coopérer pour chercher des solutions ensemble. Ils soulignent également qu'une présence plus importante des habitants serait souhaitable à l'avenir, afin que ceux-ci puissent aussi témoigner de leurs expériences. Enfin, ils regrettent la faible participation des directions de structures culturelles et rappellent que leur présence est indispensable à l'échange en atelier sur la médiation culturelle.

Atelier 5

Médiation et jeunesse

- > Comment appréhender la question de la jeunesse en matière de médiation ?
- > Qui sont les jeunes et quelles sont leurs pratiques ? Comment mieux les connaître et les reconnaître ?
- > Comment favoriser la participation des jeunes à la vie des territoires ?
- > Comment penser la jeunesse comme une richesse et comme une ressource pour la médiation ?
- > En quoi les cultures numériques impactent-elles les pratiques sociales, culturelles et créatives des jeunes ?
- > Quelles sont les pratiques, dispositifs et coopérations à conforter ou à inventer ?

Animation

Benoît Labourdette, cinéaste, pédagogue, expert en nouveaux médias et en innovation culturelle

Synthèse

Christine Bolze, consultante, Récoltes

Près d'une vingtaine de personnes ont participé à cet atelier : un artiste, un agent de la Ville, un agent de l'Etat et des acteurs issus des champs socio-éducatifs et de la médiation culturelle. Les secteurs des musées, des archives, du spectacle-vivant, du livre et de la lecture, ainsi que du numérique étaient représentés.

L'atelier en ses deux temps s'est déroulé dans un climat d'écoute et de forte participation autorisant une grande liberté dans le questionnement.

La méthode d'élaboration et de cheminement de la pensée fut guidée et synthétisée à travers des cartes mentales (mind mapping) construites en direct par Benoît Labourdette, augmentées au fur et à mesure de l'expression des participants

Etudes de cas

> "Prenez place", L'Atelier des initiatives avec **Charlène Brizé**, responsable de l'action culturelle

> "Création théâtrale avec des ados : projet de Tatcha Cie", avec **Chrystel Levenes**, metteuse en scène, Le studio 11-15 ans, ACCOORD, et **Catherine Maho**, responsable pédagogique et **Marieke Doucet**, animatrice

et visibles par toutes et tous tout le long de l'atelier (par projection vidéo sur un mur).

Après un tour assez rapide de présentation, les participants ont partagé leurs questionnements sur la médiation en direction de l'enfance et la jeunesse, évoqué les injonctions, les contradictions, les impasses mais aussi les découvertes, les retours positifs de la part des publics, les améliorations apportées au fil des projets réalisés.

Deux projets nantais ont ensuite été présentés :

« Prenez place »

Ce projet conduit par l'Atelier des initiatives et présenté par Charlène Brizé, se définit comme « accompagnateur de curiosité et

d'engagement ». Une coordinatrice et une vingtaine de bénévoles, au sein de structures sociales, éducatives et médicales, encouragent des personnes vivant à distance des pratiques culturelles offertes par le territoire nantais à participer en groupe, à des sorties ou à des ateliers, dans l'objectif de se familiariser à un univers artistique et culturel qu'elles pourront, si elles le souhaitent, fréquenter de leur propre initiative.

Création théâtrale avec des ados

Ce projet, porté par Tatcha C^{ie}, accompagné notamment par le Studio 11/15 (ACCOORD), a été présenté par Catherine Maho, responsable pédagogique et Crystel Levenes, comédienne, conteuse et metteuse en scène. Il propose, sur une semaine de vacances scolaires, la création par une vingtaine d'adolescents d'un texte de théâtre classique (réécrit) puis sa mise en scène. Le spectacle est ensuite montré à un public composé des familles et partenaires du quartier le dimanche, et aux collégiens en établissements scolaires les jours suivants.

Les objectifs visent les effets intrinsèques et extrinsèques de l'art théâtral : plaisir, projet collectif, confiance en soi, écoute, découverte d'une œuvre et du plateau, expérience artistique. L'atelier a également cherché à inventorier les pratiques essentielles pour construire puis conduire des médiations artistiques et culturelles intéressantes en direction des jeunes ou des enfants.

Retour sur les termes de l'intitulé de l'atelier « médiation » et « jeunesse »

La diversité des métiers des participants et la diversité des types d'actions qu'ils mettent en œuvre a, d'entrée de jeu, interrogé les termes « médiation » et « jeunesse », invitant à les écrire au pluriel : « médiations » et « jeunesses ».

Les approches de la médiation développées par Francesca Poloniato et Camille Jutant lors de la

table-ronde d'ouverture ont été jugées éclairantes et porteuses de sens.

Le terme « jeunesse » est entendu dans son acception large, de la toute petite enfance jusqu'aux trentenaires (il semble que l'âge de l'autonomie ou de l'indépendance réelle des jeunes approche les 32 ans). Les adresses à l'enfance, à l'adolescence ou aux jeunes adultes doivent cependant être distinguées : d'une part parce que chaque tranche d'âge présente des spécificités, d'autre part parce qu'il y a des « jeunesses différentes » au regard des « vécus » et des environnements socio-culturels.

Les principaux questionnements, enjeux, défis à prendre en compte

Verticalité de la médiation versus droits culturels : du principe à la réalité ?

Les participants soulignent les enjeux de la rencontre « vraie », fondée sur **une attention à la singularité de chaque personne** impliquée dans chaque projet. « *La culture, ce n'est pas un vase que l'on remplit, c'est quelqu'un qui se construit.* ». « *Quand commence la médiation ? Quand on pense le projet ou quand on le réalise ?* ». Si les médiateurs savent tenir compte de la diversité de leurs publics, comment construire réellement les projets *avec* les jeunes, *avec* les enfants, *avec* les familles ?

A quel moment les associer ? A quelle étape de la construction du projet propose-t-on de le co-construire ? Selon quelles méthodologies ? Comment capter l'intérêt des jeunes ? Comment mieux comprendre et traduire le concept de droits culturels ?

Les démarches de co-élaboration ne sont-elles pas encore à inventer ? Et certains de souligner avec un brin d'humour : ne signeront-elles pas la fin de l'exercice de médiation ?



Les démarches d'élaboration de projets entre partenaires sont généralement acquises. Encore faut-il **prendre en compte le temps nécessaire pour se connaître, connaître le territoire et co-construire**. Les démarches de **co-construction avec les personnes** restent encore fragiles et sont à conforter.

L'objet culturel : outil ou finalité de la médiation avec les jeunes ?

« *Qu'est-ce qu'un bon objet culturel ? Cet objet (l'œuvre adaptée ou créée, le patrimoine mobilisé...) est-il le prétexte de la médiation ou sa finalité ?* ». Cette question intéressante posée clairement par un participant a d'une part drainé des réflexions sur ce que certains ont appelé « *la qualité de l'objet* » c'est-à-dire sa pertinence sur plusieurs registres : sensibilité, perceptions, signification, réflexion, esprit critique etc.

D'autre part, elle a soulevé des interrogations sur les étapes qui jalonnent la fin des projets. Que faut-il montrer en fin de projet ? Un objet finalisé (un spectacle, une exposition) ou un processus ? Et pour quels destinataires ? Il faudrait pouvoir valoriser le jeune mais aussi ce qu'il a vécu, ressenti ou découvert. Valoriser ? Ou évaluer ? « *On se fixe peu d'objectifs de résultat* » remarque un participant. Quels pourraient être ces objectifs ? Quels sont les « *résultats* » évaluer ? Et de ce fait, « *comment capitaliser d'un projet au suivant ?* » Et là aussi avec humour, un participant pose une question judicieuse : « *Faut-il capitaliser ou essayer ?* »



Pistes à explorer

Quels sont les objets et les objectifs premiers des projets de médiation ? S'agit-il de valoriser les participants ? De valoriser les projets ? De valoriser les démarches ? De valoriser les politiques de financement ? De valoriser les

dispositifs ? De reconnaître et de faire connaître les pratiques ?

L'attrait des supports numériques

Quand l'objet culturel est « médié » par des outils numériques, à l'exemple de ce qui peut se faire dans les musées, les médiateurs culturels notent « *l'attractivité de la tablette et le désintérêt du jeune pour le groupe, l'humain* ». Le livre en tant qu'objet culturel marque lui aussi un recul au profit des supports numériques ; les médiateurs du livre constatent le réflexe acquis par de très jeunes enfants qui consultent un livre comme un écran, en cherchant à chasser une image par glissement du doigt sur la surface du papier. Les professionnels partagent parfois un sentiment de rupture : « *Est-on dans le même monde ?* » ; « *Il y a une mémoire qui n'est pas partagée avec la jeunesse* » ; « *Comment appréhender le goût, l'odeur, le toucher, face au pouvoir des écrans, chez les tout petits ?* »



Pistes à explorer

Les pratiques numériques des jeunes, et notamment des tout petits (à travers celles de leurs jeunes parents) questionnent les médiateurs qui sont concrètement et directement confrontés aux débats qui traversent la société. Ces problématiques pourraient faire l'objet d'échanges ultérieurs : **Comment appréhender les risques et les opportunités du numérique chez les jeunes et les très jeunes ?** Dans quelle mesure faut-il s'alarmer des **excès dans le rapport aux écrans**, au détriment d'autres activités culturelles (lecture, visites de musées, spectacles...) et de la formation des autres sens (goût, odorat...) ? Quelle est la responsabilité des médiateurs à cet égard ? **Comment se former et se positionner face à des pratiques qui évoluent en permanence et rapidement ?**

Investissement des médiateurs auprès des jeunes

Engagés dans une relation forte de sens avec les enfants ou les jeunes, les médiateurs et les artistes investissent fréquemment les projets au-delà de ce qui est contractuellement convenu. Le volume d'heures empiète sur les soirées et les week-ends. L'enjeu déborde les cadres et les conditions formelles de réalisation du projet. « *On y croit et c'est très fort !* ». S'il est souvent lié à un enthousiasme passionné, un tel constat ouvre des réflexions sur plusieurs champs. Comment mieux élaborer les cadres de travail ? Il paraît difficile de stabiliser une réponse en partie parce que les régimes d'emplois sont variés : médiateurs artistes, intermittents, bénévoles, animateurs, temps partiel, emploi limités à quelques mois, emplois stables ou précaires. Parce que les représentations du travail varient selon les univers professionnels (artistiques et éducatifs par exemple), avec leurs vocabulaires, leurs codes, leurs usages.



Proposition

Il ressort de l'atelier l'idée de prolonger ou de conforter la dynamique des Ateliers nantais de la médiation culturelle du point de vue de la **consolidation et de l'animation d'un réseau des médiateurs culturels à Nantes**. Concrètement, il s'agirait d'associer davantage les acteurs dans la conception, l'animation et la synthèse des travaux pour favoriser leur appropriation. Cette dimension de mise en réseau pourrait être plus explicite dans la manière de communiquer sur la démarche.

La médiation en tant que relation

Les problématiques liées au temps de travail ou d'engagement du médiateur en direction des jeunes, évoquées ci-dessus, ont mis l'accent sur une dimension prégnante du métier qui touche à la relation humaine. « *Grandir avec eux, établir une relation de confiance* » : le médiateur

s'engage dans une relation avec des personnes, il va au devant d'elles, il est le garant du projet jusqu'à son terme. L'expérience artistique pour les publics présents touche parfois à l'intime, « *elle permet d'interroger par des processus créatifs, nos mémoires fracturées* ». Face à des publics jeunes et pour certains fragiles, la responsabilité du médiateur est grande.



Pistes à explorer

Il serait pertinent d'**appréhender la médiation comme un processus de « recherche & développement »**, selon un protocole pour chaque projet : des questions, une problématique, des hypothèses, des expérimentations, des observations, des analyses et une synthèse. Ces pistes, qui font également référence aux principes de « **recherche-action** » ou de « **formation-action** », mettent en avant deux aspects essentiels :

- l'idée d'une démarche réflexive et coopérative pour partager, observer et enrichir les pratiques ;
- le recours à des méthodes de travail innovantes (design thinking, créativité collective...).

Médiation, jeunesse : quels apports de l'éducation artistique et culturelle ?

Evoquer l'action culturelle en direction de la jeunesse invitait à établir quelques liens avec les dispositifs propres à l'éducation artistique et culturelle. Ces liens sont notamment méthodologiques et renvoient aux « trois piliers » désormais intégrés aux textes officiels et particulièrement à ceux qui traitent du Parcours culturel des enfants et des jeunes. Ces trois piliers (traduit par trois verbes) constituent le socle sur lequel il est conseillé de construire tout projet :

- **Voir** : le projet doit permettre la rencontre avec des œuvres ou avec des artistes, des lieux ou des objets patrimoniaux.
- **Faire** : le projet doit permettre d'expérimenter une pratique personnelle au sein d'un collectif.
- **Interpréter** : le projet doit enrichir les connaissances et développer des compétences de verbalisation et d'analyse critique.

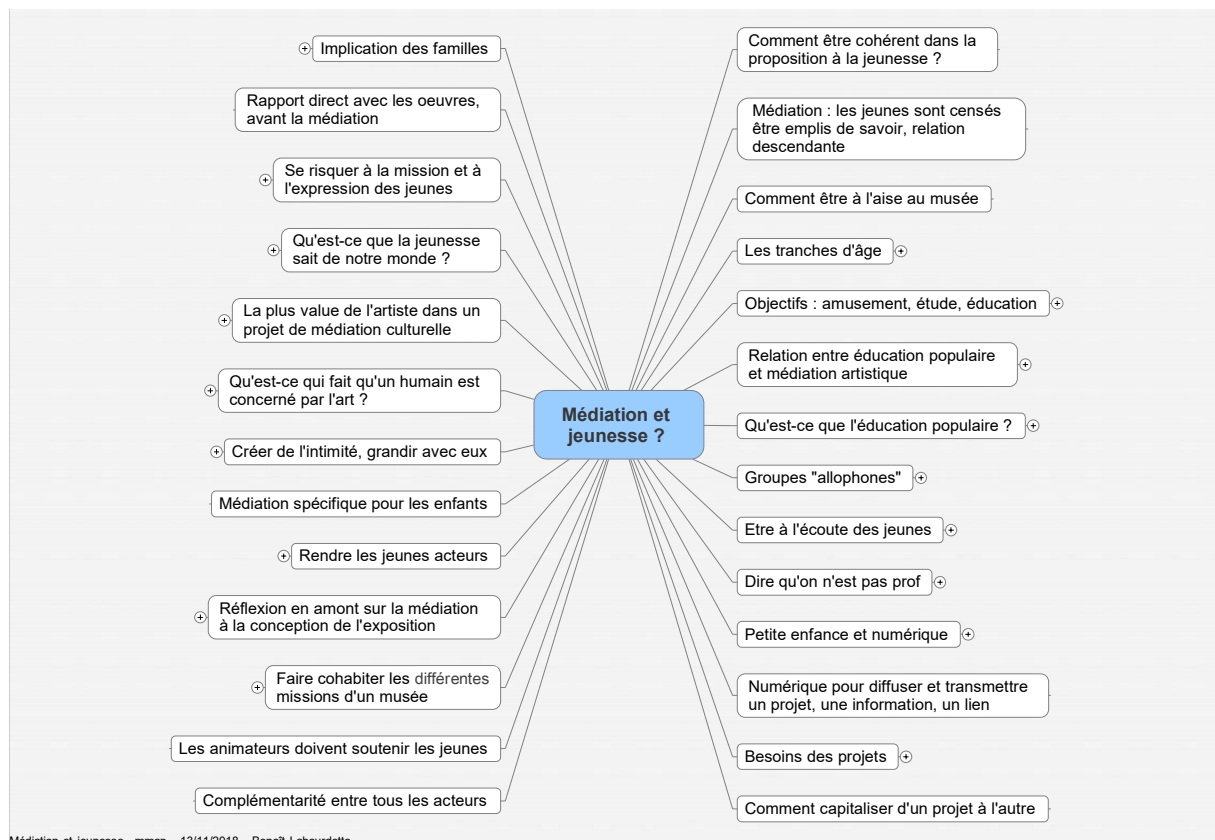


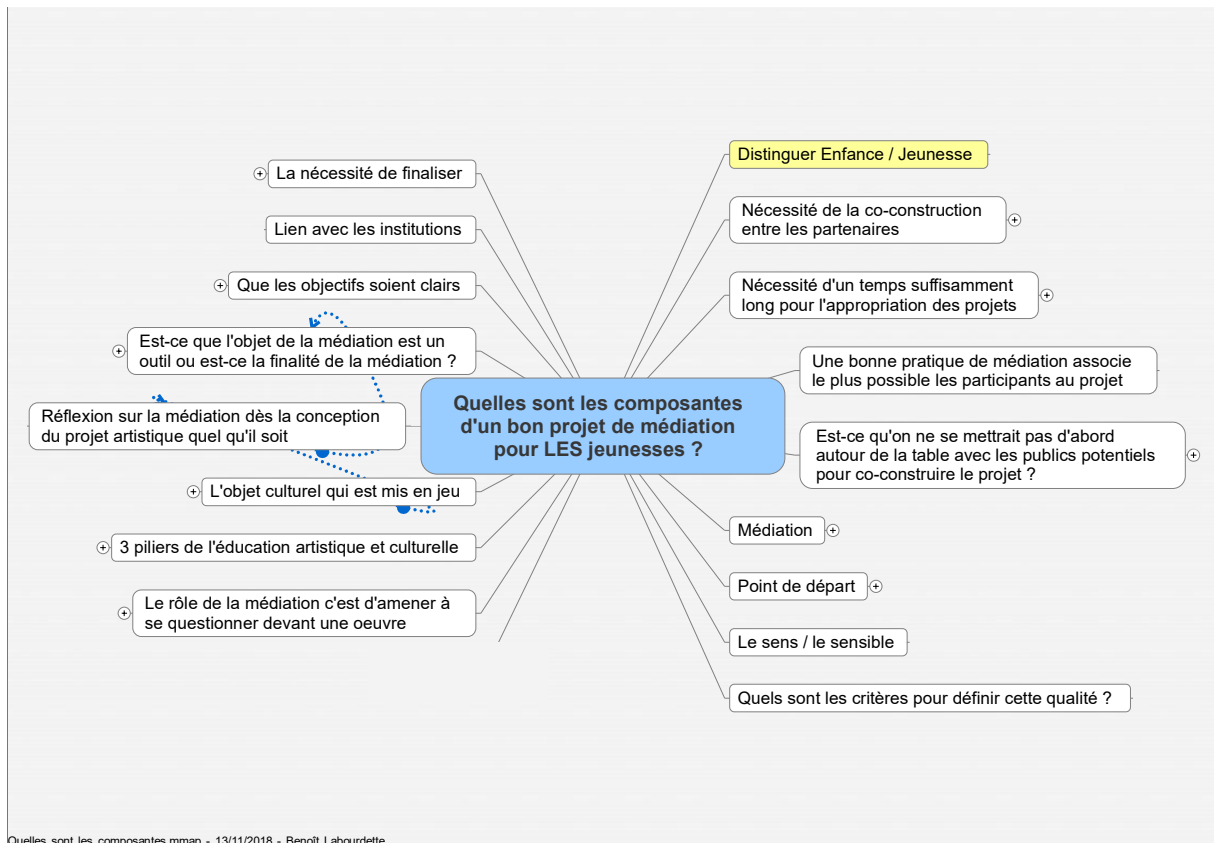
Piste à explorer

Une piste à approfondir consisterait à **croiser les apports de l'éducation populaire, de l'action culturelle, de la médiation culturelle et de l'éducation artistique et culturelle** afin

de favoriser l'enrichissement des approches et des pratiques. En effet, les acteurs issus de ces différents milieux professionnels se reconnaissent des valeurs communes, partagent un sentiment de forte proximité tout en constatant des différences qui sont parfois mal explicitées. Mieux reconnaître et nommer les apports spécifiques de chacune de ces mouvances permettrait de mieux appréhender les intersections et coopérations possibles.

On pourrait élargir cette proposition à l'héritage des **culturels numériques et du mouvement des makers** (*do it yourself*, libre accès, logiques coopératives, fab lab...) dont les valeurs fondatrices résonnent avec celles de l'éducation populaire.





Atelier 6

Jumelages et coopérations entre les structures culturelles et les acteurs implantés dans les quartiers

- > Comment favoriser et conforter dans la durée les "jumelages" ou coopérations entre institutions culturelles et acteurs implantés dans les territoires ?
- > Quelles sont les formes de coopération possibles, leurs avantages et leurs limites ?
- > Quelles coopérations transversales associant acteurs culturels, artistiques, sociaux, éducatifs ?
- > Comment mettre en cohérence et en complémentarité les pratiques de médiation autour d'un projet, et plus globalement à l'échelle d'un quartier ?
- > Comment mobiliser les partenaires autour d'un projet partagé dans le respect de leurs missions, de leurs temporalités ?

Animation

Agathe Ottavi, co-fondatrice et directrice associée de la coopérative Cuesta

Synthèse

Hervé Castelli, chef de projet, le LABA

La parole a plutôt (très) bien circulé au sein de cet atelier qui rassemblait des représentants d'associations culturelles, de compagnies, de théâtre, de danse, de maisons de quartier, de sociétés de production, de salles de musiques actuelles, de bibliothèque associative, de la Ville de Nantes et de la DRAC.

D'entrée, le ton de l'atelier est donné. Nous ne sommes plus un groupe d'une vingtaine de personnes réunies dans la Ludothèque de la Maison des Confluences pour découvrir deux expériences « jumelées », mais un collectif de

Etudes de cas

- > Le jumelage avec le quartier Bottière de Nantes, le Grand T, avec **Olivier Langlois**, médiateur, responsable médiation du secteur Solidarité
- > Le jumelage avec le quartier Malakoff de Nantes, le Lieu Unique, avec **Emilie Houdemon**, responsable des publics et médiatrice, et **Quitterie Shirr-Bonnans**, attachée aux relations publiques et médiatrice

ressources, dans lequel chacun pourra apporter et puiser, afin de rentrer chez soi, le soir, avec le sourire et la triple sensation « *d'avoir levé la tête du guidon* », de se « *sentir moins seul* » et de repartir avec des éléments de « *réponses aux questions que l'on se posait* ».

Si certains participants ont paru « *inquiets* », devant la récurrence et la similitude des problèmes rencontrés (manque de temps en amont, isolement professionnel, risque de propositions plaquées, manque de continuité de l'action dans la durée...), la plupart sont repartis

« rassurés » et confiants dans la dynamique engagée autour de la consolidation d'une boîte à outils à destination des acteurs de la médiation culturelle sur la métropole nantaise. Premier enseignement de cet atelier : « oui », cet outil sera utile. Deuxièmement, « oui », cet outil sera utilisé si les acteurs continuent à l'enrichir, à le modeler, à se l'approprier. La base de travail est là, l'envie et la matière aussi.

Deux expériences jumelées, dix mots clefs pour avancer

Cet atelier fut nourri par la présentation de deux expériences de jumelage, soutenues par la Ville de Nantes et la DRAC des Pays de la Loire¹⁰. En résumé, ce principe de jumelage consiste à développer des projets de coopération entre un équipement culturel et un quartier, sur un cycle de un à trois ans, afin de renforcer l'autonomie, la fréquentation et le dialogue entre les habitants des quartiers et des équipements culturels. Un enjeu majeur est souligné par notre atelier : « nous (acteurs culturels) arrivons souvent avec les représentations que l'on véhicule, on est loin les uns des autres, on se doit de profiter de tous les moments où l'on peut se rapprocher » ... confiera une participante.

Le matin, nous avons décortiqué une expérience menée par le Grand T, et l'après-midi une seconde animée par le Lieu Unique. Ces témoignages ont été prétexte à un échange construit, grâce à la méthode de « l'entraînement mental », remise au goût du jour par Agathe Ottavi, animatrice de l'atelier¹¹.

De ces expériences, nous avons isolé et mis en avant une dizaine de mots clefs, pour introduire la suite des travaux. A l'instar des « Dis moi dix mots » de la Francophonie, voici ceux qui ont rythmé nos échanges sur la médiation culturelle et artistique dans les quartiers d'habitat social à Nantes en 2018 :

Volonté Démarche

Accueillir Voisins

Infuser S'effacer

Emotions Transmission

Leviers Traces

On évite le « on », s'il vous plaît

La consigne de cet atelier, par ailleurs très rythmé (par séquence de 5 à 10 minutes), était claire : « merci de parler à la première personne ». Chaque prise de parole devait débiter par « Je », afin que chacun puisse se recentrer sur ses pratiques et ses interrogations, et ainsi éviter le « on » qui crée de la confusion et de la dilution.

Mission réussie. Le « Je » rend le « jeu » des questions-réponses plus précis et plus concret, avec une vraie valeur ajoutée. Une vraie « valeur personnalisée et contextualisée » dans les propos engagés. A mon tour d'essayer d'utiliser le « je », dans cette synthèse. D'essayer car le « nous » risque de vite me rattraper, tant il est indissociable de la mise en œuvre de projets culturels dans les quartiers d'habitat social.

¹⁰ La DRAC intervient ici au titre de son propre programme de jumelage qui concerne une quinzaine de quartiers prioritaires dans la région des Pays de la Loire, dont six à Nantes.

¹¹ Issue de la seconde de la guerre mondiale, cette méthode inventée par le sociologue Joffre Dumazedier, fondateur de Peuple et Culture, est « rigoureuse et accessible, car elle permet à un groupe de prendre en charge ses difficultés, de les dépasser et de produire collectivement. Il s'agit de s'entraîner à saisir la complexité de situations sociales vécues, pour

pouvoir agir en collectif sur les insatisfactions repérées, et les transformer.» <http://www.peuple-et-culture.org>



Le premier point d'accroche, que nous avons pu identifier ensemble, tant du côté que du LU ou du Grand T et que d'autres acteurs présents, c'est qu'un équipement culturel ne peut pas mener seul un projet du côté de Malakoff, de la Bottière, de Nantes Sud ou d'autres quartiers de la politique de ville. Ici comme ailleurs, peut-être même un peu plus qu'ailleurs, **la connaissance du territoire, de son écosystème, est un prérequis.**

Elle est le socle de tout projet. Il faut « *passer du temps* » sur le terrain avec les acteurs, au « *moins six mois* » diront certains. Quand une structure s'engage dans un territoire, elle doit éviter le *one shot*. **La direction a ici une responsabilité déterminante pour libérer du temps au médiateur culturel dans son travail d'immersion dans le quartier.** Il est impératif d'anticiper et de soutenir ce temps nécessaire pour **trouver la bonne entrée, la bonne approche, les bons contacts, les bonnes temporalités**, pour devenir progressivement un acteur dans le quartier. « *Et pas un acteur du quartier* » comme le fera remarquer un participant.

Le médiateur a besoin de temps pour :

- « *cartographier les ressources* »,
- apprécier les « *rythmes de chacun* »,
- « *tisser des liens* » à différentes heures de la journée,

... qui avec le temps deviendront des « *relations de confiance* », indispensables à l'écriture d'un projet partagé. Ce projet s'écrit-il à partir d'une « feuille blanche » ? C'est la question suivante.

Un projet ou plutôt une démarche de projet ?

Dans cet atelier, nous avons pu remarquer deux postures, deux choix assumés par les porteurs de projets culturels. Certains pensent qu'il faut « *rassurer* » les partenaires dans les quartiers (centres sociaux culturels, écoles, bibliothèques, associations...), en toquant à leur porte avec « *un projet artistique fort* », qui propose un espace

pour l'expression des habitants. Un espace *délimité* (et pas forcément limité). Témoigne de cette approche l'expérience du Lieu Unique avec le parcours artistique et culturel « Malako Lu » pour les habitants et associations du quartier Malakoff. Ce projet pédagogique et ludique, qui s'inscrit dans un partenariat local, année après année, suscite la curiosité des personnes, ainsi plongées dans des expériences sensibles et artistiques. Le parcours propose un processus prédéterminé et clair pour les partenaires.

D'autres préfèrent arriver avec « *une démarche plutôt qu'un projet* », laquelle suppose pour le médiateur une agilité, **une capacité de coordination et d'adaptation, pour réaliser avec les personnes du territoire une expression, un objet qui s'intégrera dans le projet culturel.** L'expérience du Grand T avec la construction de « baby foot singulier » autour du spectacle de Mohamed El Katheb (Stadium) se situerait plutôt ici. Elle implique une dizaine d'habitants du quartier de La Bottière (12 à 55 ans) autour de la Maison de Quartier, ainsi que l'équipe de Quartier de la Ville de Nantes, l'Utile Atelier UFCV, l'Agence départementale de Prévention spécialisée et d'autres partenaires. Au final, un objet est défini et créé collectivement, auquel chacun a pu amener sa touche de créativité (peindre les joueurs des baby foot, par exemple), un objet qui navigue entre le quartier et la structure culturelle.

De toute évidence, il n'y a pas de réponse systématique. **Tout est question de contexte et de dosage.** A certains endroits et à certains moments, il est préférable de proposer un projet artistique « *clef en main* » à un partenaire, qui ne sera pas ressenti comme une contrainte mais comme un prolongement de son activité. Dans d'autres situations, avec d'autres atouts en main (du temps et des moyens financiers notamment), il est plus judicieux d'opter pour la technique de la feuille blanche, de la co-programmation et de la co-imagination pour concevoir avec les acteurs et les personnes du territoire, un objet artistique commun. Cela suppose de sentir

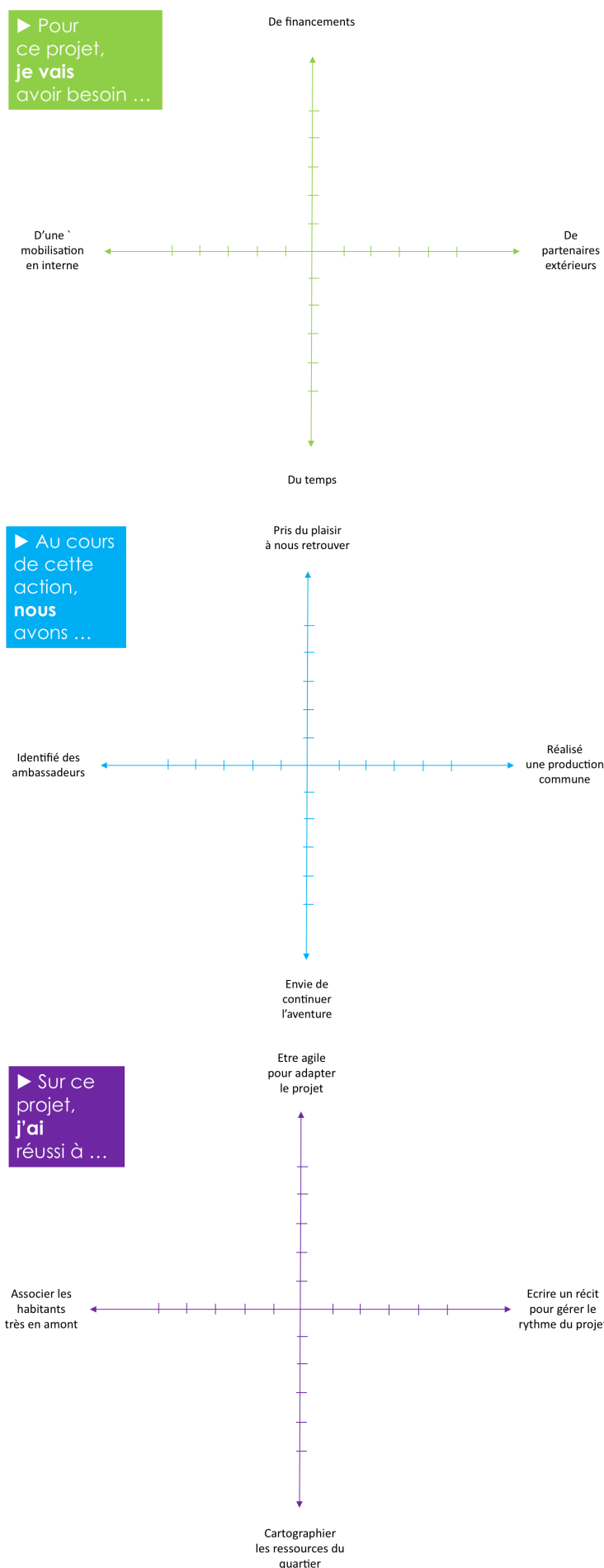
(parfois à tort !) une maturité suffisante dans les relations partenariales pour penser ensemble un projet de A à Z.

Trois boussoles pour le médiateur et son environnement

A certains moments, le médiateur peut ressentir une forme de solitude. Si cet atelier n'a jamais versé dans le registre de la plainte, « *de l'isolement et de l'insuffisante reconnaissance du médiateur* », il est toujours bon de rappeler qu'un projet de médiation culturelle dans les quartiers est avant tout un projet d'équipe et d'équipement culturel. Il ne peut être porté à bout de bras par une personne, le ou la médiatrice, dont les talents et la polyvalence (en termes de communication, de régie, de gestion et d'animation) permettraient sa réalisation.

Afin d'avancer sur le terrain de *l'empowerment* et de renforcer la capacité des personnes qui habitent dans les quartiers (ou ailleurs) de décider d'aller ou de ne pas aller dans une salle pour voir un spectacle, par exemple, la direction d'un équipement culturel doit soutenir une réflexion globale sur « la place de la médiation » dans son projet. Et ce dès l'élaboration de sa programmation, laquelle doit « parler » au plus grand nombre, et pas seulement aux traditionnels abonnés.

C'est un **enjeu de société** que de créer, dans les équipements culturels, des moments de rencontre entre les artistes et les différents groupes de personnes qui

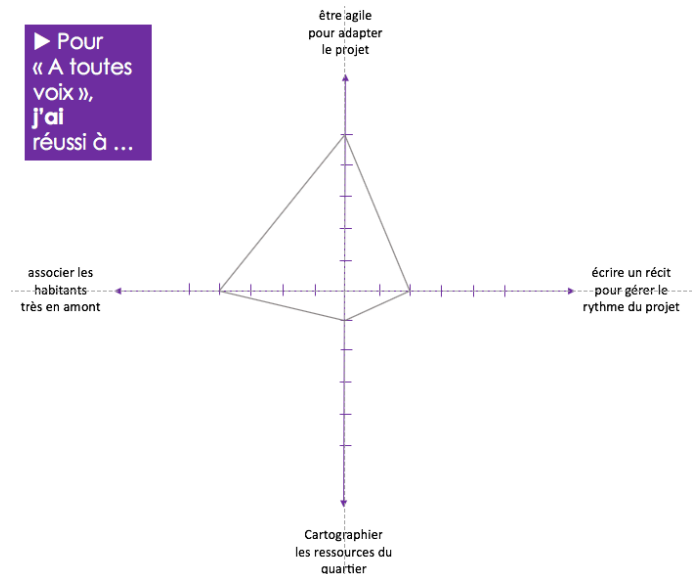
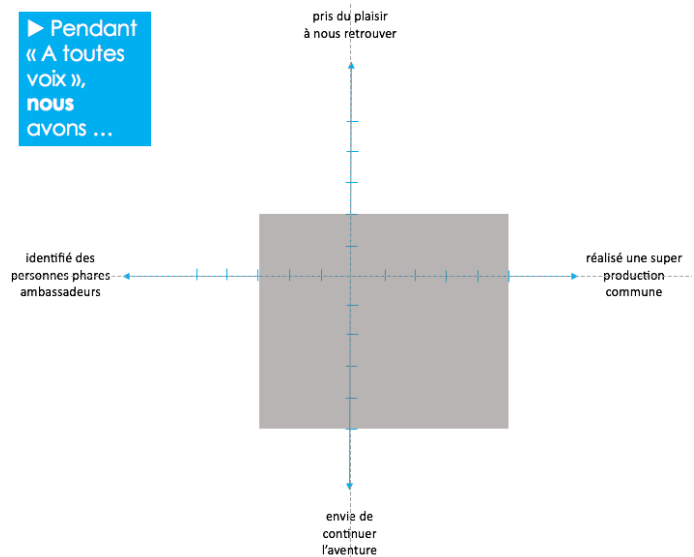
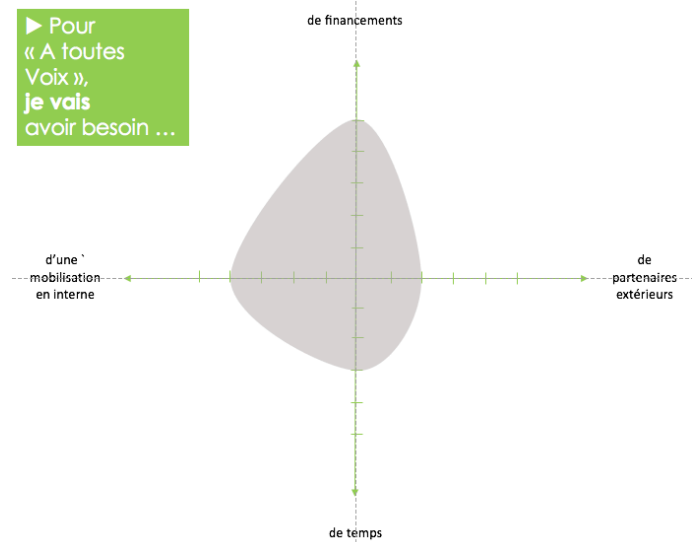


composent la population du territoire.

S'appuyant sur la qualité des échanges de cet atelier, Hervé Castelli a imaginé trois diagrammes pour regrouper les nombreux apports méthodologiques. Ces trois boussoles ont vocation à aider le médiateur à naviguer au quotidien sur ses deux terrains de jeu favoris : celui du quartier (avec les partenaires) et celui de l'équipement culturel (avec les collègues). Ces trois boussoles reprennent des critères signalés en atelier, pour mener à bien une action culturelle dans les quartiers. Elles invitent à se poser les bonnes questions :

- avec tous les acteurs concernés (en interne et en externe),
- avant, pendant et après le projet,
- et ainsi rendre possible l'indispensable évaluation de nos actions.

Ci-contre sont présentés des exemples de boussoles utilisées pour le projet « A voix retrouvées » mené par le Rocher de Palmer (SMAC dans une ZFU à Cenon - 33). Le projet a consisté en une exposition numérique interactive visant la valorisation de patrimoines musicaux (chants) d'Asie, d'Afrique de l'Ouest et du Maghreb. Il a été mené en partenariat avec un Centre d'accueil de demandeurs d'asile, deux SMAC, des musiciens locaux, une régie de quartier et un centre social et culturel.





Parler de « personnes » et non de « publics »

Une recommandation inspirée de l'approche basée sur les droits culturels est de remplacer le mot « public » par **le mot « personne »**. **Cela n'a l'air de rien, mais cela change tout.** Parler de personnes évite de ranger les gens dans des catégories toutes faites, uniformes, aveugles tels que les « jeunes », les « habitants », les « scolaires »... Cela permet de considérer les personnes dont on parle, en prenant le temps de les qualifier, de mieux les connaître, d'apprécier

leur environnement... Cela permet de mieux travailler sur le terrain avec des partenaires, car nous ne parlons pas des « jeunes », mais de personnes, de 14 à 30 ans qui habitent dans telle partie de la ville, qui préfèrent aujourd'hui fréquenter les clubs de sport aux salles de spectacles... Cela permet de rappeler que personne ne peut être « *éloigné de la culture* », **car toute personne est porteuse de culture**, d'une identité culturelle liée à sa langue, ses savoir-faire, sa religion, ses passions, ses représentations du monde... **Autant d'identités culturelles qu'il est bon d'accueillir et de confronter dans nos équipements culturels, pour faire « humanité ensemble ».**

Avec tous nos remerciements aux participant.es pour leurs précieuses contributions aux échanges, aux acteurs qui ont bien voulu partager leurs expériences au sein des ateliers **et à toutes les personnes qui ont contribué à l'organisation et à l'accueil de cette journée.**

Synthèse coordonnée par **Baptiste Fuchs**, responsable des concertations et des rencontres publiques, Observatoire des politiques culturelles, avec la contribution de **Véronique Guiho-Leroux**, responsable de l'Action culturelle, Mission Action culturelle & Territoriale – EAC, Direction générale à la Culture, Pôle Coordination culturelle et stratégique, Nantes Métropole et Ville de Nantes.

Février 2019

Pour toute information complémentaire

Direction générale à la Culture

Nantes Métropole et Ville de Nantes

Mission Action culturelle et Territoriale - EAC

Veronique.guiho-leroux@nantesmetropole.fr